



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

## S O M M A I R E

Guerre en Ukraine : bilan hebdomadaire n° 47 du 29 janvier 2023	Page 2
La Russie en Europe du Sud-Est ou la tentation d'étendre l'instabilité aux portes de l'Europe	Page 4
Guerre en Ukraine : Moscou a vu une opportunité d'affaiblir l'Occident	Page 7
Guerre en Ukraine : « Attention, d'anciens militaires français contribuent aux intérêts du Kremlin »	Page 10
Mercenaires : la DRSD face aux nouvelles menaces	Page 12
La guerre en Ukraine rappelle à quel point l'identité nationale reste structurante	Page 15
Les faits sont têtus, de Sedan à nos jours	Page 17
Les nouvelles armes hypersoniques : les inconnues connues	Page 20
Les futurs porte-drones de la Turquie	Page 27
Pourquoi les nouveaux chars occidentaux sont stratégiques pour Kiev	Page 32
Une urgence : reconstruire la défense opérationnelle du territoire	Page 34
2023 : l'année de tous les dangers	Page 40



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 2

## **Bilan hebdomadaire n° 47 du 29 janvier 2023**

Les grignotages russes se succèdent tandis que les Allemands ont accepté de donner des chars à l'Ukraine, ce qui a soulagé tout le monde, même si une certaine inquiétude prévaut.

**Nord** (Koupiansk-Svatove). Les Russes auraient pris (selon l'ISW, qu'on ne peut soupçonner d'être pro-russe) Taviljanka, au nord de Koupiansk. Au sud-ouest de Svatove, ils auraient pris quelques terrains à Novovodiane et Plochanka. Juste au-dessus, Karmzynivka qui était un objectif ukrainien resterait disputé, malgré des revendications russes non confirmées. Dans le secteur de Kreminna, les Russes auraient repris un peu de terrain à l'ouest du village de Dibrova ainsi qu'au sud, avec peut-être franchissement de la Siverski Donets à hauteur du nord de Bilohorivka, très menacée désormais.

**Centre** (Bakhmout). La situation ukrainienne se dégrade. Au nord, Soledar et Sil sont complètement investis, les Russes ont pris Krasnopolivka et poussent vers le nord, le long de la route 513 en direction de Sacco&Vanzetti et peut-être Vasioukivka. Un peu plus au sud, ils ont pris Blahodatne. Le village de Krasna Hora est pressé de trois côtés et devrait tomber car c'est le dernier point d'appui à l'est de la Bakhmoutva. En effet, à son sud, les Russes poussent depuis Pidhorodne et tiennent sous leur feu Parakoviivka et le carrefour T513 et M03. La voie d'accès nord à Bakhmout est donc désormais impraticable. Dans Bakhmout même, les Russes progressent lentement sur tout l'est de la ville même si le gros de la partie résidentielle (à l'est de la rivière) reste sous contrôle ukrainien.

**Mais c'est au sud de la ville que la situation se dégrade le plus nettement.** Les Russes progressent en effet sur tout le mouvement de terrain à l'ouest de Klichivka. Ils sont en vue d'Ivanivske et peut-être de Stupochky. La route 504 est sous leur feu.

**Sud Donbass** (Donetsk). Rien du côté d'Horlivka. A Donetsk, il se confirme qu'ils ont pris tout Vodyane. Ils pousseraient de Pisky vers Pervomaiske et de Vodyane vers Perekrestok. Plus au sud, poussées sans vrai gain du côté de Krasnorivka et Marinka.

**Secteur sud** (Vougledar/Zaporijia). Alors que la semaine dernière avait vu quelques progressions (d'après ISW, sud de Kamianske, sud d'Orichiv, sud-est d'Huliapole), cette semaine a vu une offensive contre Vougledar (je reprends l'orthographe francisée du Figaro). Les Russes ont attaqué depuis le sud et sont parvenus un temps aux hameaux à l'est du village. Mais ils ont été repoussés par les Ukrainiens qui tiennent donc toujours la localité et son point haut. Les Russes sont établis à Pavlivka et Mykilske qui étaient zone grise.

**Appréciation militaire.** L'impression dominante est celle d'une dégradation de la situation ukrainienne. Nulle part ne voit-on d'initiative gagnante de leur part. Soit ils tiennent leur front (comme au sud), soit ils se replient lentement.

Tactiquement, la situation de Bakhmout paraît très compromise. Les deux voies principales d'accès sont sous le feu de l'ennemi et il ne reste qu'une petite pénétrante pour accéder à la ville. Au nord, les Ukrainiens se sont installés sur le coteau dominant la Bakhmoutva mais au sud, les Russes ont réussi à s'y implanter (à hauteur de Klichivka) et à progresser vers l'ouest.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 3

Bakhmout est menacée d'encerclement et les premières rumeurs d'abandon de la ville bruissent ce jour, à prendre bien sûr avec grande prudence. Tactiquement toujours, les gains minimaux qui se succèdent autour de Donetsk commencent à produire leur effet, puisque le front se trouve désormais à 5 km de la ville, sauf Avdivka qui demeure le verrou ukrainien dans la zone.

Opérativement, la manœuvre au sud de Bakhmout a deux objectifs : bien sûr, pincer la ville de façon à la prendre avec un moindre effort, mais aussi peser sur ChasivYar, le verrou arrière qui couvre Kramatorsk au nord-ouest, Kostantiniivka à l'ouest et Toretsk au sud. Simultanément, la poussée au nord de Soledar vise évidemment Siversk, objectif qui suivra la chute de Bakhmout qui semble désormais probable. Cela explique aussi la sortie de Kreminna et la poussée contre Bilohorivka.

Stratégiquement, on comprend mieux l'intention des Russes : continuer à pousser sur leurs zones prioritaires (Bakhmout et dans une moindre mesure Donetsk) tout en multipliant les poussées sur l'ensemble du front : reprise dans le secteur de Koupiansk à Svatove, pesée sur l'ensemble du front sud de Zaporijia avec des efforts successifs en différents points. Aussi ne faut-il pas surinterpréter l'importance de tel ou tel objectif (Vougledar étant le dernier en date) mais plutôt y voir la volonté d'empêcher les Ukrainiens de mener leur propre effort : pour cela, les Russes veulent disperser les différentes réserves ukrainiennes et les forcer à éteindre les points chauds, ce qui entraverait logiquement la préparation d'une grande contre-offensive, annoncée pourtant par Kiev.

Le côté ukrainien semble aujourd'hui cantonné dans la seule réaction. Je dis bien semble car, au risque de me répéter, nous ne savons pas l'état des forces ni les plans préparés par les uns ou les autres. Ainsi faut-il se méfier des rumeurs de grande offensive qu'on entend de part et d'autre. Nous restons dans l'inconnu. La plus grande incertitude est celle des pertes subies par les uns ou les autres. Les radicaux des deux camps expliquent que l'autre subit des pertes effroyables. Je n'en sais rien pour ma part et me méfie comme de la peste des chiffres qui circulent. Nous n'en savons rien. Nous sommes obligés d'observer les mouvements du front.

Ici, une conclusion s'impose : à force de décrire les gains russes comme minimes, marginaux ou sans importance, certains refusent de voir que la guerre d'usure semble désormais à l'avantage des Russes. Cela signifie qu'ils ont adapté leur logistique, qu'ils réussissent à reconstituer leurs approvisionnements (en munitions, en matériel, en hommes), que les bombes thermobariques constituent un réel atout tactique. En un mot : ils se sont adaptés et progressent. La guerre d'usure leur réussit.

Tout l'enjeu pour l'Ukraine consiste à s'adapter à son tour à ces nouvelles conditions. Cela passe entre autres, mais pas seulement, par l'envoi de nouveaux matériels par l'Ouest.

Analyse politique. La semaine dernière, nous concluions par le succès terni de la décision de Ramstein. Olaf Scholz, malgré sa coalition fragile et les pressions unanimes des Européens, avait lié l'envoi de Leopard 2 à l'envoi de chars américains. Ceux-ci ont tempêté mais mercredi, O. Scholz avait gagné son bras de fer et J. Biden annonçait l'envoi d'Abrams. Le soulagement était général, mais à quel prix.

Passons sur les maladresses de Mme Baerbock qui déclare mardi que l'Ouest fait la guerre à l'Ukraine, confortant ainsi le discours russe à un moment où il aurait mieux valu se taire.



Notons que cette réunion de Ramstein a montré beaucoup de limites occidentales : celles des arsenaux dont on dispose, celle aussi de la cohésion qu'il s'agissait justement d'affirmer. Nous y reviendrons dans le prochain numéro de La Vigie. Ma conclusion de la semaine dernière demeure : c'est un coup de canif à l'unanimité occidentale. D'ailleurs, le pessimisme commence à poindre ouvertement. Ainsi, le Wall Street Journal en faisait état aujourd'hui (ici).

Désormais, la question du temps mais aussi de la tournure des affrontements sur le terrain prend une nouvelle dimension. Il faut donc que Kiev reprenne rapidement l'initiative qu'elle a perdu. Or, ce ne sont pas les chars promis qui vont rapidement l'aider à y parvenir. Pour l'instant, l'Ukraine doit compter sur ses seules forces.

*lettrevigie.com*

## **La Russie en Europe du Sud-Est ou la tentation d'étendre l'instabilité aux portes de l'Europe**

*jeu. 5 janv. à 14:32*

Alors que la guerre de la Russie en Ukraine entre dans son sixième mois, un profond sentiment de malaise s'est installé dans les Balkans occidentaux. Les images en provenance d'Ukraine ont ravivé le souvenir des horreurs vécues par la région dans les années 1990, notamment en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. Compte tenu des solides liens économiques, militaires et culturels de la Russie avec les Balkans, le conflit fait craindre que Moscou ne tente de déstabiliser davantage cette zone pour détourner l'attention de sa campagne désastreuse en Ukraine (1).

Bien que l'attention de la politique étrangère russe soit accaparée par son intervention militaire en Ukraine, l'influence de la Russie dans les Balkans occidentaux reste substantielle. Les investissements économiques de la Russie dans la région se sont concentrés dans des secteurs stratégiques comme l'énergie et ont capitalisé sur des systèmes de favoritisme partisan et de corruption (2). Ces dernières années, la Russie a également renforcé ses liens militaires avec la Serbie, lui vendant des armes, des avions et des systèmes de défense aérienne (3). Cela dit, c'est la foi orthodoxe de la Russie et son opposition continue à l'indépendance du Kosovo qui ont constitué la justification de choix de sa politique d'influence dans la région (4). Cela a ouvert la voie à une forte influence russe en Serbie, en Bosnie-Herzégovine (B-H) et au Monténégro, où des segments importants du régime sont résolument pro-russes. Pour des dirigeants comme le Serbe Aleksandar Vucic et le Bosnien Milorad Dodik, la démonstration de liens étroits avec les dirigeants russes est même une question de survie politique.

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février dernier, des rassemblements pro-russes (5), mettant souvent en vedette des groupes d'extrême droite ayant des liens directs avec la Russie, ont surgi en Serbie, au Monténégro et en B-H. Pour les factions nationalistes de la région qui considèrent la Russie de Poutine comme un protecteur du peuple orthodoxe, l'invasion par la Russie d'un autre pays orthodoxe comme l'Ukraine n'est pas une contradiction. Divorcés du contexte historique, ces groupes voient la Russie comme réclamant des terres qui lui appartiennent de droit, tout comme ils aimeraient voir le Kosovo « retourné » sous l'autorité de la Serbie.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 5

Poutine lui-même a souvent invoqué l'exemple du Kosovo pour justifier l'annexion de la Crimée par la Russie et ses incursions à Donetsk et Louhansk.

## **Réactions régionales à la guerre d'Ukraine**

Il est indéniable que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a accentué les clivages entre les voix occidentales et pro-russes dans les Balkans. L'Albanie, la Croatie, le Monténégro et la Macédoine du Nord, membres de l'OTAN, se sont rapidement rangés derrière les sanctions de l'UE, tout comme le Kosovo, candidat à l'OTAN. Tout en soutenant les résolutions de l'ONU condamnant les actions de la Russie, la Serbie et la B-H ont néanmoins refusé de se joindre aux sanctions contre la Russie, devenant ainsi les deux seuls pays européens à ne pas figurer sur la liste des États « hostiles » à la Russie (6).

En B-H, les craintes que la guerre en Ukraine puisse engendrer de l'instabilité dans les Balkans sont particulièrement vives. L'incapacité à parvenir à une position uniforme et à condamner l'agression de la Russie tient à l'intransigeance de Dodik, qui est le seul dirigeant de la B-H à défendre une position pro-russe. Immédiatement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'ambassadeur de Russie en B-H a joué l'agent provocateur en avertissant que tout rapprochement entre la B-H et l'OTAN se heurterait à une réponse russe : « L'exemple de l'Ukraine montre ce à quoi nous nous attendons. » (7)

Au Kosovo, où le sentiment public est fortement pro-occidental et anti-russe, la crise en Ukraine a également accru les inquiétudes quant à la sécurité du pays. Les chefs de gouvernement ont été vocaux dans leurs appels à accélérer l'adhésion à l'OTAN et à l'établissement d'une base permanente de l'OTAN (8). Comme d'autres pays européens, le Kosovo s'est également engagé à porter les dépenses de défense au niveau de référence de l'OTAN de 2 % de son PIB à la lumière du conflit actuel (9).

Bien que le Monténégro n'ait pas tardé à se joindre aux sanctions contre la Russie, il n'a pas encore mis en œuvre la plupart d'entre elles en raison de luttes intestines. Le gouvernement pro-serbe du pays, qui s'est effondré à la suite d'un vote de censure en février 2022, a été amèrement divisé au sujet de ces sanctions. Ces divisions sont révélatrices du degré de dépendance économique du pays envers Moscou : la Russie est le plus grand investisseur direct étranger au Monténégro, investissant massivement dans son marché immobilier et dans des secteurs comme la métallurgie.

L'attention occidentale s'est concentrée sur la Serbie, où la guerre en Ukraine présente un défi de taille. Alors que la population serbe se souvient bien des difficultés d'être du mauvais côté des sanctions occidentales, le président Vucic se présente comme le dirigeant le plus à même de protéger la stabilité de la Serbie. Conscient du fort sentiment public pro-russe, Vucic a été catégorique lors de sa prise de position quant à la neutralité de la Serbie dans la crise : même si la Serbie a voté pour condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie devant l'Assemblée générale des Nations Unies, elle a refusé de s'aligner sur les sanctions de l'UE contre la Russie.

## **Le différend serbo-kosovare : un enjeu majeur de la politique étrangère russe**

Pour Poutine, la sécession du Kosovo de la Serbie n'est pas le reflet de la volonté du peuple kosovar, mais plutôt un effort cynique de l'OTAN pour détruire son allié serbe.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 6

De plus, Poutine cite le prétendu mépris de l'Occident pour le droit international sur la question du Kosovo pour détourner l'attention des activités de la Russie dans l'ex-Union soviétique.

Un incident récent illustre bien la capacité de Moscou d'accroître l'instabilité régionale. Les Serbes du Kosovo ont bloqué des routes clés le 31 juillet dans le Nord du Kosovo pour protester contre la tentative de Pristina de les forcer à remplacer leurs plaques d'immatriculation serbes par l'équivalent kosovar. Ces manifestations de Serbes du Kosovo se sont terminées par une confrontation et des échanges de coups de feu avec la police kosovare. En réponse aux tensions, les responsables serbes ont menacé de riposter si le gouvernement du Kosovo continuait d'agir contre les Serbes du Kosovo. Dans un tweet daté du 31 juillet, Vladimir Djukanovic, un parlementaire serbe du parti de Vucic, a déclaré que la Serbie « sera obligée de commencer la dénazification des Balkans », en référence à la justification par la Russie de sa guerre en Ukraine (10). Alors que la situation s'aggravait, Vucic a rencontré l'état-major serbe pour discuter des options militaires potentielles à la suite des « provocations » contre les Serbes du Kosovo. En réponse à cette évolution, la force de l'OTAN au Kosovo a déclaré qu'elle interviendrait si la stabilité du Kosovo était menacée. Finalement, le gouvernement du Kosovo a cédé aux manifestants serbes et a accepté de reporter son interdiction des plaques d'immatriculation serbes le 1er août 2022 (11).

Tout au long de ce différend, les médias russes ont inondé l'espace d'information d'articles affirmant que les tensions étaient la faute de l'Occident et plusieurs responsables russes ont exprimé leur soutien à la Serbie. Le premier vice-président russe du Comité des affaires internationales du Conseil de la fédération, Vladimir Dzhubarov, a déclaré le 1er août que la Russie pouvait aider la Serbie avec un soutien militaire si nécessaire (12). Compte tenu de la visite de Vucic à l'état-major général le 31 juillet et du tweet inquiétant de Djukanovic, plusieurs craignent le sentiment militariste parmi les responsables serbes à propos du Kosovo.

## ***Une poudrière régionale favorable à Moscou***

En soutenant à la fois le règne de Dodik en B-H et les Serbes du Kosovo, la Russie a illustré avec succès sa capacité à exploiter les divisions sectaires pour geler voire intensifier les conflits dans les Balkans. Alors que le Kremlin cherche des moyens de s'en prendre à l'Occident, l'ingérence dans les Balkans continuera d'être un moyen à faible risque et à haut rendement qui s'offre à la Russie pour menacer la sécurité en Europe. Les responsables pro-russes en B-H et en Serbie continueront de faire avancer les intérêts régionaux russes en échange d'un soutien diplomatique.

Les risques sécessionnistes latents dans les Balkans sont quelque peu tombés dans l'oubli, alors que l'attention médiatique des derniers mois était dirigée avant tout sur la guerre en Ukraine. Cette dernière, en conjonction avec les tensions générées par les plus récentes tractations du dirigeant serbe de la Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine, remet en cause la fragile stabilité difficilement acquise dans les Balkans. Après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine pour montrer son opposition aux avancées de l'OTAN à ses frontières, les Balkans pourraient facilement devenir le prochain lieu d'affrontement qui aiderait Moscou dans son objectif de soumettre à de rudes épreuves l'ordre européen et la stabilité sécuritaire que l'OTAN affirme apporter.

## ***Notes***

(1) Harun Karcic, « Why NATO Should Worry About the Balkans », Foreign Policy, 30 mars 2022 (<https://foreignpolicy.com/2022/03/30/bosnia-russia-nato-ukraine-war-dodik/>).



(2) Pour une revue des relations de la Russie avec les Balkans, voir Justin D. Cook, « L'engagement russe aux Balkans : entre intérêts stratégiques et symboliques », in Anne Pinot et Christophe Réveillard (dir.), *Géopolitique de la Russie : Approche pluridisciplinaire*, Paris : SPM, 2019, pp. 199-216.

(3) Dusan Stojanovic, « Serbia praises another arms shipment from Russia », *Defense News*, 3 janvier 2022 (<https://www.defensenews.com/global/europe/2022/01/03/serbia-praises-another-arms-shipment-from-russia/>).

(4) Dejana Saric, « The Serbia-Kosovo Normalization Process : A Temporary U.U. Decoupling », *CSIS Brief*, 27 mai 2021 (<https://www.csis.org/analysis/serbia-kosovo-normalization-process-temporary-us-decoupling>).

(5) Nermina Kulogljija, « At Pro-Russian Balkan Rallies, a Who's Who of the Far-Right », *Balkan Insight*, 10 mars 2022 (<https://balkaninsight.com/2022/03/10/at-pro-russian-balkan-rallies-a-whos-who-of-the-far-right/>).

(6) Al Jazeera, « Russia issues list of "unfriendly" countries amid Ukraine crisis », , 8 mars 2022 (<https://www.aljazeera.com/news/2022/3/8/russia-deals-with-unfriendly-countries-require-moscow-approval>).

(7) Hina, « Russia ambassador : Bosnia can join NATO, but Moscow will react to threat », *hr.n1info.com*, 16 mars 2022 (<https://hr.n1info.com/english/news/russia-ambassador-bosnia-can-join-nato-but-moscow-will-react-to-threat/>).

(8) Reuters, « Kosovo asks U.S. for permanent military base, speedier NATO membership », 27 février 2022 (<https://www.reuters.com/world/europe/kosovo-asks-us-permanent-military-base-speedier-nato-membership-2022-02-27/>).

(9) Exit News, « Kosovo Government Approves €2.8 Billion Budget, including €100 Million for Military », 10 mars 2021 (<https://exit.al/en/2021/10/30/kosovo-government-approves-e2-8-billion-budget-including-e100-million-for-military/>).

(10) IshaanTharoor, « Russia's war in Ukraine finds echoes in the Balkans », *The Washington Post*, 1er août 2022 (<https://www.washingtonpost.com/world/2022/08/01/western-balkans-kosovo-ukraine/>).

(11) *Le Monde*, « Le Kosovo reporte l'entrée en vigueur de nouvelles règles à la frontière serbe après des tensions », 1er août 2022 ([https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/01/le-kosovo-reporte-l-entree-en-vigueur-de-nouvelles-regles-a-la-frontiere-serbe-apres-des-tensions\\_6136825\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/01/le-kosovo-reporte-l-entree-en-vigueur-de-nouvelles-regles-a-la-frontiere-serbe-apres-des-tensions_6136825_3210.html)).

(12) Tass, « Russia can aid Serbia with energy or arms supplies, if necessary—senator », 1er août 2022 (<https://tass.com/world/1487519>).

[areion24.news](https://areion24.news)

## **Guerre en Ukraine : « Moscou a vu une opportunité d'affaiblir l'Occident »**

Pour Dimitri Minic, docteur en histoire des relations internationales, Vladimir Poutine a gagné la bataille de l'opinion en Russie. Le chercheur de l'IFRI ne s'avance pas en revanche sur les possibilités de fin de ce conflit durant l'année 2023.

**Groupe Ebra: Comment décririez-vous l'impact de l'invasion russe en Ukraine sur les relations internationales en 2022 ?**

La dynamique des alliances et des partenariats n'a pas connu un renversement radical en faveur de la Russie : les « alliés » de la Russie sont soit des soutiens indirects et prudents soit des États marginalisés. Au mieux, la guerre en Ukraine a confirmé des évolutions déjà à l'œuvre. C'est surtout la déconnexion profonde entre la Russie et l'Occident depuis le 24 février qui doit être soulignée.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 8

Enfin, cette guerre a plutôt recrédibilisé la capacité de l'Occident à s'unir et à agir avec efficacité et solidarité. En outre, cette guerre a fait la démonstration de la domination économique et financière de l'Occident (et non de sa faiblesse), par l'effet des sanctions sur la Russie et la réticence des acteurs non-occidentaux à offrir une véritable aide à Moscou. Cette démonstration pourrait en revanche se retourner tôt ou tard contre l'Occident.

***On remarque par exemple que si les pays occidentaux condamnent cette agression, d'autres pays majeurs ne le font pas...***

Oui, mais cette relative solidarité entre la Russie et ces pays ne prend pas forme dans la réalité. Il n'y a pas eu d'élan de solidarité réel, sacrificiel de la part de ces pays, même si une partie d'entre eux nourrissent le même sentiment anti-occidental aveuglant que Moscou à l'égard de l'Occident. Ceux qui font l'expérience de la protection russe devraient en revenir car le Kremlin n'est pas intéressé par l'amélioration de l'efficacité économique et de la gouvernance de ces pays, mais par le fait d'en chasser l'Occident, de les piller et d'étendre l'influence politique de la Russie.

***La survenance de ce conflit semble avoir surpris de très nombreux observateurs et stratèges occidentaux (sauf peut-être le renseignement américain), comment l'explique-t-on alors que les Ukrainiens se disaient en guerre depuis 2014 ?***

Tout l'enjeu n'était pas d'analyser la réalité des relations internationales, mais d'essayer de savoir comment les élites politico-militaires russes en percevaient les évolutions. Or, les sources montrent que Moscou a perçu l'année 2021 comme un tournant à la fois négatif (pour le scénario ukrainien de Moscou et la sécurité de la Russie) et positif et exploitable (affaiblissement de l'Occident et sentiment de surpuissance). L'année 2021 a donc été perçue comme le kairós, comme une urgence et une opportunité historique de soumettre l'Ukraine et de défier, de décrédibiliser et d'affaiblir l'Occident, de renverser le prétendu ordre unipolaire dirigé par les États-Unis et leurs « laquais » européens, de l'« ordre fondé sur des règles » comme dira Dmitrij Medvedev. C'est probablement ainsi qu'il faut analyser le fameux ultimatum de décembre 2021.

***Pourquoi les États-Unis –la visite récente de Zelensky à Washington le confirme- constituent le principal soutien à Kiev loin devant les Européens, pourtant les premiers concernés avec ce conflit sur leur continent ?***

Car les États-Unis doivent tenir leur position de puissance motrice (et non dominatrice) de la communauté euro-atlantique, en tant que membre le plus puissant, crédible et unificateur non pas seulement pour défendre les architectures de sécurité européenne et internationale, mais aussi pour défendre les valeurs et les principes qui sous-tendent ces structures. Les États-Unis ont certes été une puissance motrice dans la solidarité occidentale, mais l'Union européenne a aussi pris conscience de son importance et de ses responsabilités.

***Quelle est la stratégie de Moscou ? Reconstituer une partie de son empire soviétique ? On voit que tous les pays ex de l'Est font front commun contre la Russie, le monde a changé. N'est-ce pas risqué pour la Russie, cette forme de fuite en avant ?***



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 9

La stratégie de Moscou est, dès la dislocation de l'URSS, de reconstituer son ancien empire, sous une forme acceptable pour l'époque, via des structures de coopération régionales et la dépendance économique, technique et sécuritaire. L'espace post-soviétique était désigné comme la zone d'intérêt vital russe, notamment la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Cette mentalité coloniale que la Russie poutinienne a prorogée est couplée à une obsession traditionnelle envers l'Occident, à la fois négative (ce dernier chercherait à détruire la Russie) et « positive » : la Russie se voit comme le sauveur et le protecteur d'une Europe jugée décadente et faible. Moscou croit avoir des droits à gouverner l'Europe, qui est restée le cœur de la politique russe. Ainsi, Washington et l'OTAN sont vus par le Kremlin comme des obstacles.

***Sur la guerre proprement dite, on observe une certaine stabilisation du front à l'Est, des attaques sporadiques sur Kyiv et d'autres grandes villes, sur le réseau électrique par exemple. Se dirige-t-on vers un enlisement de cette guerre, ou Moscou a encore les moyens de lancer une seconde offensive, comme le prédisent certains experts militaires ?***

Le front est aujourd'hui plus ou moins stable mais cela n'arrange que la Russie, qui a besoin de temps. L'Ukraine doit agir vite et empêcher l'armée russe de se régénérer ; Moscou le sait et fait tout pour ralentir ces offensives imminentes, en frappant les infrastructures énergétiques de l'Ukraine et en faisant diversion à l'aide de la Biélorussie pour faire croire à une attaque prochaine sur Kyiv. Le gel favoriserait la reprise de manœuvres offensives ukrainiennes, dont on pense que le principal coup portera au sud de l'oblast de Zaporizha, afin de prendre Melitopol et d'atteindre le nord de la Crimée. Cela enfermerait les troupes russes à Kherson d'une part, et mettrait la Crimée à portée d'artillerie d'autre part. La possible victoire russe à Bakhmout ne sera pas décisive, tandis qu'une manœuvre ukrainienne réussie à Zaporizha ou sur la ligne Svatove-Kremnina au nord de Loughansk serait catastrophique pour l'armée russe.

***Le discours d'Emmanuel Macron a été vivement critiqué à Kyiv. On sent que la position française, contrairement à celle d'autres Européens, est davantage orientée vers un cessez-le-feu, voire des négociations. Est-ce réaliste ? Ou cette option est-elle encore un mirage ?***

Ce positionnement suscite plusieurs réflexions. Premièrement, accorder des garanties de sécurité à la Russie, c'est donner du crédit aux croyances obsidionales antioccidentales enracinées dans ce pays, et qui sont à l'origine du malheur des Ukrainiens et des Russes eux-mêmes. Deuxièmement, faire des gestes rassurants vers la Russie est « piègeux ».

Quoi que fasse l'Occident, le Kremlin y voit un défi : s'il se montre conciliant, Moscou y décèle soit de la faiblesse à exploiter, soit une tromperie cynique cachant de sombres desseins ; s'il se montre ferme, la Russie y voit une confirmation de l'hostilité congénitale des Occidentaux envers la Russie et/ou un signe que le Kremlin doit s'assagir le temps que l'orage passe.

Troisièmement, cela revient à accorder une légitimité aux engagements du Kremlin, sans conditionner de telles garanties à un changement de régime et d'élites en Russie.

*Interview réalisée par le Groupe Ebra et parue dans Le Progrès, Le Dauphiné et L'Est Républicain.*



## **Guerre en Ukraine : « Attention, d'anciens militaires français contribuent aux intérêts du Kremlin »**

Patrick Chevallereau est un vice-amiral français, senior fellow et administrateur de l'Institut Open Diplomacy. Fin connaisseur des enjeux de défense et de la question européenne, il alerte sur l'appui d'anciens responsables militaires français à une narration pro-russe de la guerre en Ukraine.

« Depuis le début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et la réalité quotidienne de sa barbarie, chacun peut observer un phénomène qui devrait inquiéter tous ceux qui sont attachés à la défense de nos intérêts de sécurité et à la stabilité du continent européen : sur les réseaux sociaux souvent, sur des plateaux de télévision parfois, d'anciens responsables militaires n'hésitent pas à relativiser ou à inverser la charge des responsabilités qui sont à l'origine du pire conflit que connaît l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ces anciens militaires, de manière plus ou moins appuyée, épousent ainsi le narratif du Kremlin.

Peu d'analystes se sont interrogés jusqu'à présent sur les causes de cette aberration intellectuelle et morale qui a cours dans un milieu où les notions de rigueur, d'éthique et de loyauté sont pourtant consubstantielles de celle d'engagement au service du pays.

### ***Idéologie, politisation et aveuglement***

Plusieurs facteurs, la plupart de nature idéologique ou politique, contribuent à cette situation : Un sentiment russophile existe depuis longtemps au sein d'une partie de la France traditionnelle, voire traditionnaliste, dont certains officiers sont issus : une « Sainte Russie », cœur d'un monde slave fantasmé, constituerait une sorte d'allié civilisationnel face à un Sud islamiste et conquérant ; Une confusion s'est installée dans certains esprits entre les vertus de l'autorité, notion logiquement cultivée au sein de l'institution militaire, et une sorte de fascination pour l'autoritarisme de la démocratie russe ; À travers un patriotisme qui se fourvoie, certains adhèrent à l'idéal d'une France « souverainiste » dont les différents promoteurs politiques cultivent tous une aversion viscérale pour le projet d'une Europe puissante et unie, et d'un lien transatlantique fort. Ces deux points, parce qu'ils constituent ensemble un centre de gravité de la sécurité des démocraties occidentales, sont une cible prioritaire de Vladimir Poutine ; D'autres - les mêmes parfois - ont développé des sentiments anti-atlantistes souvent alimentés par une ignorance de l'OTAN et, quelquefois, par la frustration de s'être trouvés eux-mêmes à travailler dans l'environnement de cette organisation, sans toujours en maîtriser les subtilités, les codes ni même parfois la langue de travail, point de passage obligé pour pouvoir s'y imposer.

On peut aussi ajouter que le rythme et l'exigence des opérations menées au Sahel et au Levant par nos armées depuis 2013 ainsi que les grands attentats de 2015-2016 sur le territoire national, ont entraîné certains chefs à hiérarchiser les priorités, au point parfois (et sans que ceci ne relève d'une quelconque idéologie), de quasiment écarter l'idée d'une menace russe pourtant potentiellement existentielle.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 11

## **Dangereuse nébuleuse**

Quels sont donc aujourd'hui les principaux cercles ou vecteurs, proches de l'institution, à travers lesquels ces différentes sensibilités s'expriment ? Des sensibilités qui, parfois, se recoupent et, finalement, servent toutes la guerre hybride que nous mène la Russie depuis des années.

Il existe aujourd'hui essentiellement le milieu des officiers retraités et des officiers généraux en 2ème section. Une petite partie d'entre eux s'est engagée activement auprès de personnalités politiques notoirement anti-européennes et anti-atlantistes : le général de la Chesnais, ancien numéro deux de l'Armée de Terre, comme directeur de la campagne présidentielle du candidat Zemmour, ou d'autres auprès de Nicolas Dupont-Aignan. Le cas de Jean-Michel Cadenas, ex-officier de gendarmerie et chef de file du Rassemblement National en Mayenne est plus emblématique d'un soutien directement affiché à la Russie. Extrêmement actif sur les réseaux sociaux dans lesquels il déverse son fiel, cet ancien militaire consacre depuis le début de l'invasion russe une part importante de son activité en ligne à dénigrer l'Ukraine et à critiquer l'aide des Occidentaux à Kiev.

De manière tout aussi préoccupante car ceci concerne de plus jeunes générations d'officiers, le milieu de l'enseignement militaire supérieur n'a pas été épargné. Il s'est en effet parfois ouvert à des doctorants à l'idéologie prononcée et aux engagements politiques ultérieurement révélateurs. Le colonel de la réserve opérationnelle Caroline Galactéros, directrice du très anti-atlantiste institut Géopragma et proche d'associations d'officiers de réserve, copinant avec le Dialogue Franco-Russe de l'eurodéputé RN Thierry Mariani, est devenue le temps de la campagne présidentielle conseillère géopolitique du candidat Éric Zemmour. Elle avait œuvré comme directrice de séminaire à l'École de Guerre lorsque le général Vincent Desportes en était le directeur. Celui-ci, reconverti aujourd'hui dans le commentaire géostratégique exalté, n'hésite pas à aller se compromettre sur les plateformes pro-russes et anti-atlantistes que sont Omerta, Elucid et le Dialogue Franco-Russe. Le géopolitologue complotiste Aymeric Chauprade quant à lui, ex-conseiller affaires internationales de Marine Le Pen, a été jusqu'en 2009 directeur de cours au Collège Interarmées de Défense. Une façon, en quelque sorte, de faire entrer dans la bergerie les loups d'une extrême-droite au discours géopolitique aligné sur celui du maître du Kremlin.

Outre Géopragma, on peut aussi s'arrêter sur le cas du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), dirigé par Éric Dénecé, une officine particulièrement complaisante avec les thèses du Kremlin quand elle ne se charge pas de les relayer. Or, lorsque que l'on consulte la gouvernance de ce think tank, il apparaît que pas moins de trois officiers généraux en 2ème section ou en retraite sont membres aujourd'hui de son comité stratégique.

Bien sûr, cette « nébuleuse militaire » mêlant russophilie, anti-atlantisme ou (au mieux) approche géopolitique relativiste, préexistait au 24 février 2022. L'omniprésence médiatique de la guerre déclenchée par Moscou et les réseaux sociaux l'ont simplement exposée à la lumière. Elle n'est malheureusement que la partie visible d'une confusion des esprits plus étendue et plus enracinée qu'on pourrait le croire, même si ceci ne concerne qu'une minorité de l'institution militaire.

Agir à l'heure de cette guerre hybride et globale Minoritaire, le phénomène n'en est pas moins préoccupant car ces opinions ou ces sensibilités, qu'elles se manifestent par des engagements publics ou de manière plus discrète, n'épargnent aucune des armées. Surtout, elles nient souvent le caractère menaçant des visées et des modes opératoires russes pour les démocraties européennes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 12

Cette réalité a pourtant été exprimée et renforcée au fil de chacune des revues stratégiques nationales publiées depuis dix ans (revues - et actualisations - stratégiques de 2013, 2017, 2021 et 2022). Et ces documents ne présentent aucune ambiguïté sur nos alliances.

Dans un tel contexte, il paraît important de traiter ce qui pourrait être un élément de vulnérabilité interne au sein d'une institution pourtant situé en première ligne pour la défense du pays. Au-delà d'actions immédiates à prendre - ou peut-être en partie déjà prises -, ce sera notamment dans le cadre de la nouvelle fonction stratégique « Influence », présentée dans la revue nationale stratégique publiée en novembre 2022, qu'il conviendra de décliner de manière concrète les dispositifs de « contre-influence » à mettre en œuvre. Il s'agit d'une question de sécurité nationale. »

*lejdd.fr*

## **Mercenaires : la DRSD face aux nouvelles menaces**

La Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD) dispose d'un bureau traitant des sociétés militaires privées, point de regard indispensable sur les évolutions des SMP et les menaces qu'elles représentent pour les États. Entretien avec le LCL Henri, pour comprendre les évolutions des SMP.

Le Lieutenant-Colonel Henri, officier de l'Armée française, travaille au sein de la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD), un service de renseignement transverse de contre-ingérence rattaché au ministère des Armées qui vise à protéger le pays contre les menaces à l'encontre de la sécurité des armées (personnels, matériels et infrastructures) et de l'industrie de défense. Il fait partie du bureau traitant des sociétés militaires privées (SMP).

***Les différents conflits de ces dernières années et notamment l'actualité récente en Ukraine, mais aussi particulièrement au Mali concernant la France, ont remis en avant ce que l'on appelle les Sociétés Militaire Privées (SMP), qui sont souvent perçues comme des mercenaires sans foi ni loi. D'un point de vue légal, voire doctrinal, qu'appelle-t-on une SMP en France ?***

Le vocabulaire a beaucoup évolué sur ce sujet depuis 2010, et le service tout particulièrement fait la différence entre les Entreprise de Service de Sécurité et de Défense (ESSD), la partie légale dirons-nous du sujet, qui est une expression franco-française ; les Société Militaires Privées (SMP), qui désignées ainsi sont illégales en France, dont Wagner est un exemple, et ensuite les mercenaires. Il est évident qu'aujourd'hui de nombreuses personnes naviguent entre ces trois univers. En 2003, il y a eu un texte de loi (loi de 2003 créant les articles 446 et suivants du Code pénal) qui définit ce qu'est un mercenaire. L'expression « mercenaire » telle qu'on peut l'imaginer n'est plus la même aujourd'hui. La loi française, et donc le service, définit un mercenaire en fonction d'un certain nombre de critères au nombre de six. Il faut remplir ces six critères cumulatifs pour être considéré comme un mercenaire, le plus important étant celui de partir combattre pour de l'argent au profit d'un autre État, ce qui change énormément de choses. On part également du principe que l'individu est payé plus cher que les armées en présence. C'est très précis, donc dire de quelqu'un qui travaille dans une ESSD ou chez Wagner qu'il est mercenaire n'est pas forcément vrai aux yeux de la loi française. Il est vrai que dans l'inconscient collectif et l'acceptation courante on garde ce vocabulaire, mais les Occidentaux et surtout les Français ont été obligés de légiférer, c'est pour cela qu'on sépare les trois.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 13

Ensuite, les ESSD sont des organismes honorables, comme Géos, Anticip, Risk & Co ou Gallice, entreprises françaises qui ne posent aucun problème et qui sont des entreprises de service de sécurité et de défense. En France, la force est l'apanage de l'État. Mais depuis les années 2000, on s'est rendu compte qu'il y avait un marché et une opportunité d'assouplir les lois afin d'avoir des ESSD françaises et non pas seulement anglo-saxonnes. Car ces problématiques régaliennes sont beaucoup plus souples chez eux entre le privé et le public. Ces nouveaux textes permettent donc à des entreprises comme celles que j'ai citées de faire de la sécurité privée, dans les domaines spécifiques de la protection, de la formation, de la logistique et de l'analyse du risque principalement.

Une SMP, telle que la conçoit l'État français et la DRSD de fait, est une entité à caractère purement militaire, mais privée, ce qui est illégal dans la conception régalienne française. La différence principale réside dans les missions qui sont réalisées ; pour le dire de manière assez simple, une SMP sera envoyée à l'assaut d'une position, ce que ne feront jamais les ESSD. Alors que des sociétés comme Wagner, Blackwater, ExecutiveOutcomes, etc. ont été utilisées pour aller au combat, ou pour accompagner des troupes au combat, ce qui est illégal en France.

## ***Et quelle est l'organisation typique d'une SMP (cadres, méthodes et critères de recrutement, entraînement, etc.) ?***

Cela dépend beaucoup du pays pour lequel elle travaille. Car derrière cela, il y a tout de même une tradition du pays d'accueil de cette SMP, typiquement une entreprise comme Wagner travaillera davantage comme l'armée russe, une SMP américaine sur le modèle de l'armée américaine, etc. Il y a donc un certain nombre de cas possibles et pas de modèles uniques. Mais reste que ce sont des entités terriblement pragmatiques. Pour prendre un exemple, Wagner est présente sur de nombreux théâtres (Ukraine, RCA, Syrie.), et pour avoir de bons soldats sur tous ces théâtres, c'est extrêmement compliqué en termes de ressources humaines, et ceci est fait en fonction des besoins de chaque théâtre. C'est pour cela qu'ils recrutent dans les prisons russes, mais ce sont des gens qu'il faut encadrer ensuite. Il faut également regarder le type de combat, et les recrutements qui sont faits en fonction : démineurs, personnel médical, etc. En 2022, il faut avoir en tête que les gens acceptent d'aller au combat s'ils savent qu'ils vont être soignés, rapatriés si besoin et indemnisés, eux ou leur famille le cas échéant. La façon de recruter dépend donc du théâtre, de son intensité et donc des besoins. Typiquement en Afrique c'était de la contre-guérilla alors qu'en Ukraine ce sont deux armées conventionnelles, ce qui veut dire que les compétences requises ne sont pas les mêmes.

Les États-Unis sont un cas à part, car ils payent davantage, notamment les Occidentaux, même si les Sud-Américains sont très recherchés, notamment les Colombiens, Brésiliens, Boliviens ou Équatoriens qui ne restent pas longtemps dans l'armée, dont les armées ont des stages d'aguerrissement et d'antiguérilla très difficiles et reconnus. De plus, ce sont des unités très adaptatives en fonction du combat qu'elles ont à mener, du fait de leur légèreté importante par rapport à une armée conventionnelle.

Ce type de mercenariat existe depuis l'Antiquité, et régulièrement au cours de l'histoire il y a eu des compagnies plus ou moins connues de mercenaires, de la compagnie catalane et des Lansquenets à Wagner aujourd'hui.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 14

***Cependant, il s'agit aujourd'hui d'un milieu particulièrement cloisonné et discret, quel est, de ce que l'on sait, l'état des lieux des SMP aujourd'hui concernant leur nombre, leurs origines ?***

C'est un monde qui évolue énormément, qui génère énormément d'argent. Les ESSD française ne représentent peut-être que 1% du marché. Alors qu'une société comme G4S, société rachetée par des Américains, qui a ensuite racheté un nombre considérable de plus petites sociétés pour être aujourd'hui l'une des entreprises les plus importantes de ce milieu au monde, employant 800 000 personnes (selon leur site internet) au total, du noyau dur aux succursales et au contractuel employé pour une mission ponctuelle. Ceci n'est pas surprenant, car c'est un monde où il y a besoin en permanence d'analystes et de gens sur le terrain qui sont contractuels. Wagner quant à eux, pour vous donner un ordre d'idées, cherchent à obtenir plusieurs milliers de personnes sur le théâtre ukrainien. Executive Outcomes était une entreprise colossale également, mais ce sont des mastodontes à taille variable. Les employés principaux, que l'on pourrait grossièrement définir comme « en CDI » ne sont pas si nombreux, ce sont des entreprises qui travaillent beaucoup au contrat.

Dans cet univers-là, les Anglo-saxons, au sens large Américains, Britanniques, Britanno-américains, sont très avancés, fut un temps il y avait de nombreuses entreprises sud-africaines ce qui est légèrement moins vrai aujourd'hui. Il y en a plusieurs chez les Russes également, même si bien sûr Wagner reste la principale. Vous en trouvez également quelques-unes dans les anciens pays d'URSS, ou bien même en Chine. En Chine, se sont de petites entreprises qui sont en devenir. Il y a aussi SADAT en Turquie, qui reste discrète elle, mais globalement il s'agit d'un monde dirigé par les Anglo-saxons.

***Pour conclure, aux vues du retour de la guerre en Europe aujourd'hui, qu'imaginez-vous comme avenir pour SMP, ont-elles un avenir radieux devant elles et seront-elles davantage employées par les États, ou seront-elles toujours un phénomène plutôt marginal ?***

Ce sont des entreprises qui sont là pour faire de l'argent. Est-ce que les guerres risquent de s'arrêter ? Vous avez un bout de réponse.

Je voudrais simplement rajouter une dernière chose concernant les gens qui partent en Ukraine afin qu'il n'y ait pas d'amalgame. Les Français qui partent se battre en Ukraine ne sont pas considérés par la France comme des mercenaires. Car les Français qui vont combattre n'y vont pas pour de l'argent, mais pour des idéaux que ce soit religieuses, politiques, humanitaires ou autres (Cf. l'explication plus haut : texte de loi de 2003).

*revueconflits.com*



## **Conversation avec Sabine Dullin : « La guerre en Ukraine rappelle à quel point l'identité nationale reste structurante. »**

La guerre d'agression lancée par la Russie en Ukraine en février dernier remet en cause les frontières de ces deux pays. Depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, Moscou conteste et viole les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine – une contestation encore renforcée par la nouvelle série d'annexions de territoires ukrainiens annoncée en octobre. Interrogée dans le cadre des Tribunes de la Presse 2022 à Bordeaux, Sabine Dullin, historienne et spécialiste de la Russie et de l'Ukraine, revient sur cette remise en cause des frontières ukrainiennes, sur la notion mouvante d'identité de chacun de ces deux pays et sur les conséquences à long terme que le conflit pourrait avoir pour eux.

### ***Quels sont les éléments qui constituent selon vous l'identité d'un pays ?***

Sabine Dullin : Le terme d'identité évolue avec l'histoire. Dans ses ouvrages sur les nations et le nationalisme, le très grand historien anglais Eric Hobsbawm explique comment nos multiples appartenances ont fini aux XIXe-XXes siècles par se fondre dans celle de la nation. Nous étions d'un village, d'une religion, d'une langue. Mais l'État, par le recensement et la carte, veut clarifier, classer les identités pour pouvoir gouverner. Il y a alors des processus de synthèse des petites identités et d'assignation d'une identité nationale. On finit par s'auto-définir comme étant de telle ou telle nation. Parfois, il faut du temps. Les paysans de Polésie par exemple – une région de marais et de forêts à la frontière de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Pologne – continuent dans les recensements de l'entre-deux-guerres au XXe siècle à se déclarer tuteïsy (d'ici). Dans nos sociétés post-modernes, il y a de nouveau une fragmentation identitaire. On se sent bien souvent appartenir à un groupe plutôt qu'à une nation. Pourtant, la guerre actuelle en Ukraine rappelle à quel point l'identité nationale reste structurante.

### ***Depuis le début de la guerre, on demande parfois dans les sociétés occidentales aux sportifs et aux artistes russes de choisir leur camp ou de ne plus se produire. Comment rester russe lorsque la culture russe est associée à l'agression ?***

S. D. : Il est aujourd'hui difficile d'être russe en France, au Royaume-Uni ou aux États-Unis, que l'on y vive depuis longtemps ou que l'on ait fui la Russie de Poutine. Mais le mal-être vient le plus souvent d'un sentiment de culpabilité intérieure : ne rien avoir vu ou pu faire pour éviter cela. Il est encore plus difficile d'être russe en Pologne ou dans les pays baltes, où la peur d'une invasion russe rejoint le souvenir encore à vif de l'occupation soviétique. La culture russe est donc en berne, même s'il ne faut pas exagérer les attaques contre elle. Tchaïkovski et Dostoïevski sont encore joués et montrés. En temps de guerre, les nationaux d'un pays agresseur sont souvent stigmatisés. Le sort actuel des Russes dans les pays occidentaux n'a cependant rien à voir avec ce qui a pu se passer pendant les deux guerres mondiales car les pays occidentaux ne sont pas belligérants.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 16

Rappelons que pendant la Première Guerre mondiale, les Allemands et les Autrichiens étaient internés ou assignés à résidence dans les pays de l'Entente qui se battaient contre l'Allemagne et la Triplice. Rien de tel aujourd'hui. Les Russes emprisonnés le sont en Russie et parce qu'ils se sont opposés à Poutine. En temps de guerre, on vous somme de choisir votre camp. En 1914, le grand écrivain autrichien Stefan Zweig est profondément opposé à la guerre, mais il reste solidaire des soldats de son pays qui combattent et ne peut pas être, comme son ami suisse Romain Rolland, « au-dessus de la mêlée ».

Parmi les Russes, qu'ils soient à l'étranger ou restés dans le pays, prendre fait et cause pour les Ukrainiens et souhaiter la défaite de son pays n'est pas chose toujours aisée. C'est le fait d'une minorité. La plupart se sentent en effet malgré tout affectivement reliés aux soldats russes appelés et obligés de combattre.

## ***L'identité russe est-elle donc liée à la culture ou au territoire... mais dans quelles frontières ?***

S. D. : Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée en décembre 1991, le projet russe porté par le nouveau président Boris Eltsine était de faire de la Russie une nation moderne et occidentalisée dans les frontières de l'ancienne République socialiste soviétique de Russie, renommée Fédération de Russie.

Toutefois, la Russie héritait de la tradition impériale russe et soviétique et se trouvait avec de nombreuses responsabilités dans l'ancien espace impérial rebaptisé « étranger proche ». L'ancien dissident Alexandre Soljenitsyne voulait reconstruire la Russie autour d'une identité culturelle fondée sur la langue et la tradition orthodoxe et débarrassée du fardeau colonial de l'Asie centrale et du Caucase. Mais, pour lui, l'Ukraine et la Biélorussie, voire le Nord du Kazakhstan faisaient partie du territoire identitaire russe...

Qu'est-ce que la nation russe ? Le flou s'est maintenu. Poutine a mis en avant l'identité eurasiatique et la verticale du pouvoir comme alternatives à l'Occident décadent. N'a en tout cas pas émergé durant les décennies postsoviétiques une nation telle que la définit le Français Ernest Renan, à savoir un plébiscite de tous les jours. Pour cela, il aurait fallu solder le passé colonial et la terreur soviétique, trouver les moyens d'une économie efficace, bâtir un système politique attractif. Bref, une mission presque impossible. Et de la Tchétchénie à l'Ukraine, la tendance a été de reprendre le fil de la guerre, de la reconquête et de l'autocratie. Celles et ceux qui espéraient une identité russe refondée sur la liberté et la prospérité contre l'empire, l'autocratie et la guerre sont aujourd'hui en repli, en fuite ou en opposition.

***L'Union européenne a décidé en mars d'accorder aux déplacés ukrainiens une protection temporaire. Certains responsables politiques, comme récemment Fabien Roussel, ont estimé qu'il aurait fallu en faire de même avec, par exemple, les migrants de l'Océan Viking. Comment expliquer ce « traitement de faveur » dont bénéficient les Ukrainiens ?***

S. D. : Cette guerre se déroule aux portes de l'Europe. Dans les années 1990, le siège de Sarajevo a également soulevé une vague de dénonciation de la Serbie et d'empathie pour les populations victimes de l'agression.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 17

Souvenons-nous comment les opinions publiques européennes ont pu aussi se mobiliser pour la liberté de la Pologne contre l'Empire russe au XIXe siècle et pour les Hongrois, les Tchèques et les Polonais soumis à la répression des chars soviétiques ou de leurs propres armées communistes en 1956, 1968, 1981.

La souffrance à distance que les médias rendent possible pour les si nombreuses victimes des guerres et des répressions en Afrique ou en Asie, l'afflux ces dernières années des réfugiés en provenance de Syrie et d'Afghanistan, ne suscitent pas la même empathie. Celle-ci se nourrit aussi de la peur que la guerre s'étende jusque chez nous.

S. D. : Si l'on s'en tient aux procédures d'intégration à l'Union européenne, l'Ukraine serait, au même titre que la Moldavie, dans un processus lent du fait de frontières contestées, d'une économie pauvre et corrompue, etc. Mais la guerre a tout modifié. Émerge du conflit une nouvelle Ukraine, consolidée par les gestes forts de soutien de l'Union européenne et de l'OTAN, par la rupture des nombreux réseaux et liens avec la Russie, par l'intégration accélérée de l'économie et de l'armée ukrainiennes à l'espace européen.

Quant aux Ukrainiens, ils ont été très chaleureusement accueillis dans la plupart des pays européens. Ils sont d'abord des patriotes ukrainiens et sont prêts à mourir pour cela, ce qui dans notre Europe qui se pensait post-militaire est évidemment impressionnant. Mais ils ont aussi le sentiment d'être européens et ce sentiment s'est forgé depuis 2014 lorsque dans les immenses manifestations sur la place Maidan à Kiev, les Ukrainiens ont clamé leur désir d'Europe et de démocratie et leur volonté de quitter le navire impérial russe. Depuis, ce sont sans doute les Européens les plus conséquents et nous aurons une dette à leur égard. D'autant qu'ils peuvent réussir, en acculant l'armée russe à la défaite, à transformer la Biélorussie et la Russie – je rejoins en cela l'opinion de mes amis russes et biélorusses. Il n'y a pas de fatalité à l'autocratie.

*theconversation.com*

## **Les faits sont têtus, de Sedan à nos jours**

La France moderne a-t-elle un jour été prête à la guerre qu'elle a dû mener ? Le colonel (ER) Claude Franc n'en est pas convaincu. C'est ce qu'il nous rappelle ici.

Pour gagner la guerre avant la guerre, encore faut-il pour un pays donné, pouvoir disposer du modèle d'armée correspondant à la situation, au moment où la crise se déclenche. En clair, il convient d'avoir anticipé cette situation et d'être en mesure d'y parer par un outil de défense approprié. Mais cette condition nécessaire est loin d'être suffisante. Pour que ce modèle d'armée puisse donner toute sa vigueur, il doit être actionné par un pouvoir politique qui agit dans le cadre d'une société résiliente.

Or, force est de constater que l'exercice doit être périlleux, puisque, depuis 1870, jamais, la France n'est entrée en guerre avec l'outil militaire adéquat au sein d'une société acquise à son engagement. Cela s'est vérifié aussi bien lors du déclenchement des conflits majeurs, que des conflits périphériques coloniaux d'après 1945. Cela lui a été fatal deux fois, et, en août 1914, il s'en est fallu d'un cheveu, la désobéissance du général Lanrezac à Charleroi, pour que le pays ne sombrât pas.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 18

Pour la guerre d'Indochine, le modèle d'armée inapproprié et la désaffection totale de l'opinion ont été les causes majeures du désastre, tandis qu'en Algérie, il a donné lieu à une réadaptation complète de l'outil militaire, ce qui a nui gravement à sa modernisation pour s'opposer à sa menace face à l'Est, tandis que l'opinion métropolitaine ne demandait qu'à mettre fin au plus vite à la guerre.

Même s'il fait l'objet d'études poussées en termes de préparation de l'avenir, le succès d'un modèle d'armée demeurera donc toujours tributaire de deux facteurs : la société dont il est le reflet, facteur externe au monde militaire et les enseignements tirés des conflits immédiatement précédents, qui eux relèvent directement de la responsabilité du commandement.

## **Que dit l'Histoire ?**

En 1870, au moment où la France s'engage dans la folle aventure de la guerre qu'elle pensait ne déclarer qu'à la seule Prusse, alors qu'en fait, elle aura face à elle l'ensemble des États allemands, quel est son modèle d'armée ? Il s'agit de l'armée du Second Empire dont le maréchal Le Bœuf, ministre de la Guerre, louait les qualités en proclamant au moment de la déclaration de guerre, qu'il ne « lui manquait pas un bouton de guêtre ». Derrière cette proclamation, qui relevait plus de l'incantation que d'une analyse objective de la situation, quelle était la réalité ? L'armée française, privée d'état-major central et du personnel formé pour l'armer, était une armée de métier (en fait des appelés ayant tiré un « mauvais numéro » et astreints à un service de sept ans) totalement inadaptée à une guerre de haute intensité, face à un ennemi disposant d'un corps d'état-major qui maîtrisait les mouvements de forte amplitude par voie ferrée. Elle était le résultat de quinze ans d'opérations extérieures et quand, en 1867 (un an après Sadowa), le poste de ministre de la Guerre échoit au maréchal Niel, Polytechnicien d'origine, ce dernier échoue à faire avaliser par le Corps législatif (l'Assemblée nationale) un train de réformes profondes destinées à moderniser l'outil militaire français, au regard des enseignements tirés de la Guerre de Sécession et de la guerre austro-prussienne. La bourgeoisie, comme la paysannerie ou la classe ouvrière naissante étaient fortement opposées à la généralisation d'un système de conscription fondé sur un service universel de deux ans, seul système permettant de disposer à la fois d'une armée d'active nombreuse et instruite et de réserves. Le bilan en fut le désastreux mois d'août 1870, qui devait s'achever par la défaite sans appel de Sedan et l'abdication de Napoléon III.

En 1914, l'éclat de la victoire de la Marne a fait oublier l'état de grave impréparation dans lequel la France était entrée en guerre. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se souvenir qu'en 1913, alors major général de l'armée, le général de Castelnau n'hésite pas à déclarer au ministre en pleine séance du Conseil supérieur de la guerre : « Monsieur le Ministre, nous sommes une armée de pouilleux ! » Effectivement, alors que la guerre russo-japonaise, comme les guerres balkaniques avaient souligné l'importance du feu et de son effet anesthésiant sur le mouvement dans la manœuvre, l'armée française refusait toujours l'idée d'une artillerie lourde. Le canon de 75 modèle 1897 (à tir direct) devait suffire à tout. La doctrine, mal imprégnée d'idées dites napoléoniennes mal digérées (« Attaquons, attaquons... comme la lune » devait s'exclamer Lanrezac à l'École de Guerre), n'était pas adaptée aux capacités des matériels. Les effets dévastateurs des mitrailleuses étaient méconnus, la Cavalerie de 1914 avait fort peu évolué depuis celle de 1812. Le rebond salvateur de la Marne n'a été rendu possible que par les décisions du commandant en chef qui, même s'il ne l'a jamais admis, a bénéficié de la décision fort judicieuse de Lanrezac de rompre le contact à Charleroi et de retraiter, retraite qui a sauvé l'armée française d'un nouveau Sedan lors de la bataille des frontières d'août 1914.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 19

Par ailleurs, la société, était entièrement acquise à l'idée d'une guerre, mais courte. Il lui a fallu puiser dans toute la profondeur de ses forces morales formées par quarante-cinq années de préparation de la Revanche pour accepter avec une résilience exceptionnelle cinquante-deux mois d'une guerre qui allait saigner à blanc la jeunesse française, toutes classes de la société confondues.

En 1939-1940, comme en 1870, la France cumulait les deux défauts majeurs pour ne pas disposer d'un outil militaire cohérent avec la menace. Sur le plan militaire, l'outil militaire avait été soumis jusqu'au début des années trente à un « magistère bleu-horizon » qui avait ancré la doctrine dans les « recettes » de 1918 — et encore mal analysées — et interdit toute modernisation de l'outil militaire, à l'époque où l'Allemagne réarmait à outrance. Qui plus est, conséquence de la saignée de la Grande Guerre, la société française, fragmentée et très divisée, était en revanche entièrement acquise aux idées pacifistes et rétive à tout sursaut national. Si bien que, dans les années trente, alors que le réarmement allemand pouvait s'appuyer sur les structures d'une armée de cadres et que l'armée britannique devait demeurer une armée de police coloniale jusqu'au tardif réarmement de 1938, l'armée française était devenue un gigantesque centre mobilisateur, tous les défauts relevés en temps de paix devant, comme par enchantement, se trouver résolus par la mobilisation.

En Indochine, comme en Algérie, ces deux conflits, bien que par nature très différents, subiront les mêmes contraintes et les mêmes défauts. Sur le plan militaire, le corps expéditionnaire d'Extrême Orient, dont les unités étaient puisées dans le corps de bataille européen, n'était absolument pas adapté à une guerre de partisans en jungle, pas plus que les lourdes divisions rameutées de leurs garnisons d'Allemagne se trouvaient en mesure de s'opposer efficacement à un soulèvement nationaliste en Algérie, qui se manifestait plus par des attentats à juguler que par des actions militaires d'ampleur à proprement parler. Par ailleurs, cet engagement de l'ensemble du corps de bataille français sur le théâtre algérien allait pénaliser pour de longues années son adaptation à la menace majeure en Centre-Europe. Plus grave, dans l'un comme dans l'autre de ces conflits, la société ne suivait absolument pas. En Indochine, l'armée d'active, seule engagée, subissait une hémorragie dramatique dans l'indifférence générale de la population qui parlait à son sujet de « sale guerre » (s'agissant du corps des officiers, de 1947 à 1954, l'effectif d'une demi-promotion de Saint Cyr tombait chaque année). En Algérie, la société civile ne suivait pas non plus, et cette fois-ci, elle se trouvait directement impliquée et concernée du fait de l'envoi du contingent outre-Méditerranée. Ce choix politique imposait au gouvernement un succès militaire définitif rapide, à échéance d'une année ou deux. Faute de l'avoir obtenu, la société métropolitaine se montra de plus en plus opposée à la poursuite de la guerre en Algérie. De surcroît, cette société se trouvait soumise à des pertes qui seraient mal acceptées de nos jours (les pertes en Algérie correspondent, de novembre 1955 inclus à février 1962 inclus à celles correspondant à un « Uzbeen » par jour[1], et donc durant presque sept ans consécutifs). Aussi, quand le pouvoir politique a demandé à la société de s'exprimer, la population métropolitaine a « voté avec ses pieds » : 75 % de oui au référendum d'autodétermination de janvier 1961 et 90 % de oui à celui de l'indépendance en avril 1962.

## **Quelles conclusions en tirer ?**

En 1870 la France cumulait le défaut d'une armée engoncée dans des certitudes totalement dépassées et une opinion publique, absolument pas prête à accepter les contraintes liées à une modernisation de l'outil militaire.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 20

En 1914, le sursaut après l'échec initial a trouvé sa source à la fois dans la pertinence de la réaction du commandement (Joffre et le GQG) et dans la résilience de la société qui a accepté de s'installer dans une logique de guerre longue avec des pertes lourdes.

En 1939, entrée en guerre à reculons, même si c'est elle qui l'a déclarée, la France était en guerre, non pour la gagner, mais pour ne pas la faire. Le réveil de cette « Drôle de guerre » devait être brutal, et déboucher sur la débâcle de 1940, la pire défaite des armées françaises depuis Azincourt.

Les deux guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie ne viendront pas corriger cette logique et cette double tendance d'un outil militaire inadapté et d'une opinion publique non armée moralement pour soutenir un effort militaire.

Il convient donc, outre de raisonner juste en termes de préparation de l'avenir, de ne pas perdre de vue que tous ces efforts se révéleront tragiquement vains, s'ils ne sont pas compris et partagés par la société. Ce simple constat est de nature à redonner une actualité brûlante au « Rôle social de l'Officier ». La forme a, certes, beaucoup évolué depuis l'époque où Lyautey commandait son escadron, mais le fond demeure. Il commence par le maintien, sinon le rétablissement du lien Armée-Nation.

*theatrum-belli.com*

## **Les nouvelles armes hypersoniques : les inconnues connues**

La scène d'ouverture du film Top Gun 2 présente un essai en vol d'un jet hypersonique s'inspirant du SR-72. Ce prototype grandeur nature d'un avion furtif hypersonique de reconnaissance est actuellement développé par Lockheed Martin Skunk Works pour succéder à l'emblématique SR-71 Blackbird (il convient de préciser toutefois que le SR-72 est un avion sans pilote). Si la présence d'un pilote (Tom Cruise) et le témoignage de son audace relèvent des besoins du scénario, la scène souligne néanmoins les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays qui recherchent une capacité hypersonique. Atteindre Mach 10 s'est en l'espèce avéré fatal pour l'avion, qui s'est probablement désassemblé en raison de la friction élevée et de la chaleur qui est ainsi créée à sa surface, le rendant incontrôlable et finissant par le faire fondre.

Néanmoins, les attentes exagérées concernant la capacité hypersonique militaire – et à leur tour les lignes budgétaires gonflées garantissant l'investissement dans de nouvelles armes – aggravent l'environnement sécuritaire. Alors que les missiles balistiques existants franchissent déjà le seuil hypersonique de Mach 5, les nouvelles armes hypersoniques – à la fois les planeurs et les missiles de croisière – sont destinées à voler à des vitesses soutenues dans l'atmosphère tout en ayant la maniabilité nécessaire pour modifier leur trajectoire de vol. L'intense course à la technologie en la matière illustre le dilemme de sécurité à l'oeuvre entre les États-Unis, la Russie et la Chine. La Corée du Nord et l'Iran, eux aussi, informent à leur tour le monde du développement de leurs propres missiles hypersoniques. L'Australie, la Corée du Sud, l'Inde, la France, le Royaume-Uni et le Japon sont également en train d'explorer cette piste, afin d'éviter toute surprise stratégique ou tout retard.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 21

Les armes hypersoniques peuvent renforcer les craintes d'attaques préemptives et modifier dangereusement les scénarios d'escalade des crises dans les années à venir. Cet argument repose sur l'idée selon laquelle leur trajectoire de vol imprévisible crée une ambiguïté en ce qui concerne la cible des missiles. En outre, le fait que les radars ne s'adaptent pas très bien à leur altitude inhabituelle et à leur vitesse extrême réduit l'intervalle du temps durant lequel l'État attaqué peut réagir. Étant donné que cette technologie émergente a acquis une réputation d'arme invincible et imparable, les pays tentent de s'affranchir de la perception de leur propre vulnérabilité en les faisant parader lors de salons militaires, en les utilisant dans des conflits en cours ou encore lors de tests d'armes.

La menace liée aux missiles russes a particulièrement augmenté en Europe avec la dénonciation du traité FNI (traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire) en 2019 et le déploiement de missiles aérobalistiques Kinzhals à Kaliningrad, l'enclave russe située à la frontière de la Pologne et de la Lituanie. De plus, le planeur hypersonique Avangard développé par la Russie a une portée stratégique capable de frapper le continent nord-américain. De ce fait, les systèmes d'armes hypersoniques en tant que nouveaux vecteurs d'ogives nucléaires et non nucléaires gagnent également en importance dans le contexte de la politique affirmée par la Chine visant à porter son arsenal nucléaire à 1 000 ogives avant la fin de la décennie.

Que devrait faire l'OTAN face à cette course à l'arme hypersonique ? L'Alliance élabore actuellement sa stratégie en l'espèce pour un dispositif identifié comme l'une des neuf technologies émergentes et perturbatrices. Cet article développe l'argument selon lequel cette stratégie devrait encourager les alliés de l'OTAN à travailler à une meilleure compréhension des armes hypersoniques en actualisant les outils de contrôle d'une telle technologie et en investissant dans la défense aérienne et antimissile de l'OTAN. Les enjeux de réduction des risques et d'amélioration de la transparence des programmes d'armes hypersoniques sont conformes aux objectifs de maîtrise des armements énoncés dans le concept stratégique 2022 de l'OTAN.

Premièrement, bien que les affirmations sur l'utilité militaire des armes hypersoniques soient prématurées, en particulier dans le cas des systèmes à longue portée, il reste nécessaire d'agir. S'il est en ce sens probable que les armes hypersoniques ne créent de nouveaux effets militaires qu'à des distances tactiques, principalement en raison de leur vitesse qui réduit le temps de réaction de l'État attaqué, l'application militaire de la technologie hypersonique doit en effet être contrée dans la mesure où il s'agit principalement d'armes « de communiqués de presse » (« press-released » weapons) et que les risques d'escalade sont réels. En outre, les trois principaux pays qui développent ces armes prévoient d'acquérir des armes hypersoniques de combat, ce qui contraste avec leur mission de dissuasion qui reste une priorité affichée.

Deuxièmement, l'exploitation des compromis entre la vitesse, la manœuvrabilité et l'altitude offre des moyens de renforcer les défenses contre la menace hypersonique. En outre, l'attention portée aux nouvelles armes hypersoniques en cours de fabrication empêche de prendre la mesure de la variété croissante des menaces aériennes à grande vitesse et manœuvrables. Les pays membres de l'OTAN ont besoin d'un réseau de défense intégré et à plusieurs niveaux pour faire face à toutes les menaces volant à des altitudes inhabituelles, y compris les petits drones armés volant à basse altitude et les munitions rôdeuses. Le défi consiste à trouver un équilibre entre la faisabilité opérationnelle et la rentabilité des solutions. Le développement d'une meilleure défense n'a que trop tardé.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 22

## ***Menace hypersonique en cours de fabrication***

Les armes hypersoniques sont présentées comme une nouvelle classe de vecteurs qui peuvent voyager à des vitesses extrêmes (cinq fois la vitesse du son) dans l'atmosphère terrestre et ont une capacité de manœuvrabilité exceptionnelle. Concrètement, les développements et les travaux portant sur les armes hypersoniques se déclinent en deux variantes principales, reposant soit sur la technologie de « superstatoréacteur » (scramjet), soit sur la technologie de « rebond atmosphérique » (boost-glide). En premier lieu, les missiles de croisière hypersoniques (HCM, Hypersonic Cruise Missile) sont une version plus rapide des missiles de croisière existants, car ils sont propulsés par un statoréacteur à combustion supersonique, également appelé « superstatoréacteur ». Parce que les statoréacteurs obtiennent l'oxygène nécessaire directement de l'atmosphère, les missiles hypersoniques sont plus petits et plus maniables. Étant donné que les superstatoréacteurs sont utilisés dans des conditions extrêmes, il a fallu plusieurs décennies pour développer un moteur qui fonctionnerait à une vitesse hypersonique dans l'atmosphère. Toutefois en raison de défis techniques, il n'existe aujourd'hui aucun système d'armes d'ores et déjà déployé et en activité utilisant un superstatoréacteur.

En second lieu, les planeurs hypersoniques (HGV, Hypersonic Glide Vehicle) ne sont pas motorisés et dépendent d'une fusée pour être soulevés et libérés dans l'atmosphère à des altitudes comprises entre 40 et 100 kilomètres, après quoi ils volent sans moteur vers leur cible. Contrairement à la trajectoire facilement calculable des missiles balistiques, le concept de rebond atmosphérique rend les altitudes de rentrée des HGV imprévisibles et permet au planeur de manœuvrer le long de trajectoires alambiquées. La plupart des HGV en développement utilisent des missiles balistiques pendant la phase de propulsion. En 2021, la Chine a installé un planeur hypersonique sur une fusée en orbite, inspirée du système soviétique de bombardement orbital fractionné ou FOBS (opérationnel de 1969 à 1983). La nouveauté de ce système ne réside pas dans la combinaison d'un orbiteur et d'un planeur hypersonique. En effet, ce type de système existe depuis des décennies sous le nom de navette spatiale, un système propulsé par une fusée qui passe ensuite en mode de vol orbital, avant de revenir en planant vers la Terre. La nouveauté réside plutôt dans l'utilisation par la Chine d'ogives nucléaires sur ces systèmes.

Au surplus, la Russie et la Chine développent toutes deux des systèmes duaux, c'est-à-dire qu'ils ont la capacité de transporter des ogives conventionnelles comme des ogives nucléaires. Par exemple, le missile de croisière hypersonique russe 3M22 Tsirkon d'une portée de 1 000 km (et d'une vitesse de pointe de Mach 9), le missile balistique chinois DF-17 (d'une portée 2 500 km), ainsi que le missile balistique intercontinental DF-41 associés à des planeurs hypersoniques sont à double usage. La capacité hypersonique offensive devrait donc ajouter une ambiguïté quant au type d'ogive utilisé et à l'identité de la cible.

## ***Contourner les lois de la physique***

L'état de la recherche technologique et les lois de la physique appellent à une certaine prudence. Du point de vue technique, la maîtrise de la capacité hypersonique, c'est-à-dire la capacité de voler à des vitesses hypersoniques dans l'atmosphère tout en conservant la navigabilité et la maniabilité, est une question relative à la science des fusées. La communauté scientifique estime que les HGV et les HCM ne seront pas opérationnels avant les années 2030 (pour les HGV) et 2040 (pour les HCM). L'état opérationnel des systèmes actuellement déployés, comme l'Avangard russe, est inconnu (ce qui en fait très probablement un système d'armement déployé prématurément et peu fiable) et n'a donc pas d'utilité militaire au-delà des effets psychologiques.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 23

Les affirmations d'autres gouvernements nationaux doivent être interprétées dans le contexte de la concurrence technologique. Les pays qui souhaitent déployer ces armes doivent encore résoudre quelques problèmes importants : il leur faudra notamment dépasser les difficultés rencontrées pour atteindre la vitesse hypersonique dans une atmosphère épaisse. En effet, la chaleur créée par la friction de l'air à des vitesses aussi élevées peut faire fondre le missile (ou le planeur), gêner sa navigation ou le rendre visible aux capteurs infrarouges qui pourraient alors suivre le missile, ruinant ainsi le précieux effet de surprise des systèmes hypersoniques. En même temps, ces véhicules sont sensibles à toute imperfection ; par exemple, une fissure dans le panneau de carbone a provoqué l'accident de la navette spatiale Columbia lors de son retour. Non moins important, le vol hypersonique motorisé est plus demandeur en carburant que le vol supersonique, car le véhicule doit traverser l'atmosphère. Cela augmente le coût opérationnel de ce système d'armes. Fait important et plutôt surprenant, deux points sont généralement omis dans les débats publics sur les armes hypersoniques : leur utilité militaire discutable et la possibilité de contre-mesures.

## ***Faisable et utilisable dans une certaine mesure***

Premièrement, bien que les armes hypersoniques puissent être techniquement réalisables, leur utilité militaire, en particulier à des distances stratégiques, reste incertaine. Du point de vue militaire, la question de savoir quel problème les nouveaux systèmes d'armes hypersoniques tentent de résoudre reste sans réponse. Les missiles hypersoniques existent depuis plusieurs décennies, ils sont simplement mieux connus sous le nom de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Techniquement, tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à quelques centaines de kilomètres sont hypersoniques puisqu'ils peuvent voler plus vite que Mach 5. Par exemple, le Minuteman III américain, opérationnel depuis 1970, peut parcourir plus de 9 600 kilomètres pour atteindre Mach 23. Des études fondées sur la modélisation informatique ont montré que la vitesse et la portée des planeurs hypersoniques sont comparables, sinon inférieures, aux ICBM existants et aux missiles balistiques lancés par sous-marin. De plus, il n'existe aujourd'hui aucune solution pour se défendre face à une attaque complexe par saturation d'ICBM.

L'avantage stratégique des armes hypersoniques risque donc d'être minime. En effet, pour la Russie, les planeurs hypersoniques à longue portée ont une nouvelle qualité qui leur permettrait de surmonter les défenses intérieures américaines. Même si l'avantage des armes hypersoniques est plus faible lorsqu'elles parcourent des distances intercontinentales, elles représentent, pour la Russie, une stratégie de couverture. Toutefois, la défense du territoire nord-américain est préparée à faire face aux menaces nord-coréennes et iraniennes, des États avec lesquels les États-Unis refusent techniquement de reconnaître une quelconque vulnérabilité mutuelle. En revanche, la Chine a développé des armes hypersoniques pour projeter davantage sa puissance en mer de Chine méridionale et au-dessus de Taïwan en contournant les défenses antimissiles américaines dans la région Asie-Pacifique. La crainte chinoise d'une frappe préventive américaine qui désactiverait la capacité nucléaire de la Chine et priverait la Chine de sa capacité de riposte semble être le motif qui justifie l'équipement de son DF-41 avec plusieurs planeurs.

Cependant, la Chine et la Russie ont déjà la capacité d'atteindre le sol américain avec leurs ICBM et leurs missiles balistiques lancés par des sous-marins nucléaires. En outre, les défenses antimissiles continentales contre les missiles balistiques à longue portée existants ne sont pas connues pour leurs performances éblouissantes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 24

Pourtant, l'obsession de déjouer le réseau américain de défense aérienne et antimissile a conduit à une situation quelque peu extrême où la Chine a testé un planeur hypersonique à partir de l'espace. Inspirée par les FOBS, la Chine a démontré qu'elle pouvait échapper complètement aux défenses antimissiles américaines en survolant le pôle Sud. Cependant, le test d'un tel système de planeur à propulsion orbitale pourrait n'être qu'un signal de la Chine qui montre son accès à l'espace, et une distraction de l'utilisation potentiellement plus conséquente d'armes hypersoniques à des distances tactiques.

Les effets hypersoniques se feront très probablement sentir au niveau sous-stratégique. Cela peut inclure la capacité de contrecarrer les défenses locales et de fournir des capacités de frappe rapide contre les forces armées déployées localement, en particulier dans la guerre navale, et contre des cibles de grande valeur, urgentes ou encore des cibles renforcées. La Russie et la Chine ont ainsi l'intention d'acquérir des missiles antinavires, tels que le Tsirkon russe 3M22 et le Starry Sky-2 (ou Xing Kong-2) chinois, qui sont capables de rendre même des porte-avions vulnérables. Ces systèmes hypersoniques peuvent avoir des implications stratégiques en raison de la capacité duale de leurs vecteurs. On passe à côté de l'essentiel lorsque tente de déterminer si un État déploie des armes nucléaires à des vitesses supersoniques ou hypersoniques : le type d'ogive fait la différence, pas la vitesse.

## ***L'interception des missiles hypersoniques***

Deuxièmement, les missiles hypersoniques peuvent être arrêtés. Bien que la lutte contre les menaces hypersoniques soit difficile en raison de leurs vitesses élevées, de leur maniabilité et de leurs altitudes de vol, leur signature infrarouge et des vulnérabilités liées au vol hypersonique dans l'atmosphère rendent l'interception de la phase de vol plané réalisable. Cependant, il faudrait une amélioration majeure de l'architecture des capteurs spatiaux et de nouvelles capacités d'interception pour tenir compte des altitudes de fonctionnement (20-100 kilomètres), de la trajectoire imprévisible et de la vitesse des armes hypersoniques.

Les systèmes de défense améliorés devront articuler plusieurs strates de capteurs et permettre l'intégration de toutes les données, et ce, sur tout le continent. Ils devront aller au-delà des défenses antimissiles balistiques classiques. Les systèmes de défense aérienne et antimissile existants reposent principalement sur les radars terrestres et maritimes pour l'alerte précoce, et ces radars ne sont pas équipés pour suivre les armes hypersoniques de manière efficace. On s'attend à ce que les armes hypersoniques volent à des altitudes plus basses, c'est-à-dire inférieures à l'altitude des intercepteurs de missiles balistiques et suffisamment basses pour que la courbure de la Terre les rende indétectables par la détection radar au sol tout en étant au-dessus de l'altitude des défenses aériennes les plus basses. Des systèmes de défense aérienne et antimissile efficaces devraient connecter les parties thermiques des capteurs infrarouges avec les capacités d'interception de la couche supérieure à l'extérieur de l'atmosphère et les capacités d'interception de la couche inférieure dans l'atmosphère pour une capacité globale de détection et de suivi d'une menace hypersonique. En effet, l'Agence américaine de défense antimissile (MDA), en collaboration avec l'Agence de développement spatial, a développé une constellation de satellites de surveillance en orbite basse avec des capteurs pour indiquer et avertir d'un lancement. Ces deux agences ont prévu de lancer deux prototypes de satellites en mars 2023. La MDA a également lancé des efforts pour réaliser un Glide Phase Interceptor, un nouveau prototype de missile qui sera associé au système de défense antimissile balistique Aegis.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 25

Les signatures infrarouges et le plasma autour des véhicules hypersoniques pourraient déjà permettre aux systèmes de défense Patriot et THAAD (Terminal High Altitude Area Defense) de détecter les armes hypersoniques pendant la phase de vol plané lorsqu'elles opèrent à l'intérieur de l'atmosphère et à des vitesses plus faibles. En adaptant les logiciels et la propulsion, il sera possible d'intercepter les missiles lors de cette phase à une courte distance. En effet, si ces systèmes de défense peuvent être adaptés pour intercepter les armes hypersoniques, ils ne peuvent couvrir que de petites zones et il serait excessivement cher de les utiliser pour la défense continentale. Pourtant, toute défense efficace contre des missiles extrêmement rapides et manœuvrables en Europe devrait probablement s'organiser à l'échelle du continent. Cela nécessitera une coopération entre les alliés et, en fin de compte, une intégration par le biais de l'intelligence artificielle, car les nouveaux systèmes de défense nécessiteront de nouveaux outils logiciels pour traiter au plus vite des données de renseignement multiples, détecter les lancements d'armes et suivre les menaces imminentes.

L'étape cruciale consistera à articuler efficacement deux aspects de la défense : d'une part, les nouvelles strates/couches (en cours de développement) de capteurs spatiaux d'alerte précoce qui détecteront et suivront la signature thermique (cette signature étant plus forte au début des phases de vol) ; d'autre part, des effecteurs qui s'appuient soit sur les capacités d'interception de la couche supérieure, tel qu'elles sont fournies par les systèmes adaptés Aegis et THAAD, soit sur les capacités d'interception de la couche inférieure (dans l'atmosphère), tel qu'elles sont fournies par les systèmes Patriot et SAMP/T. Étant donné que les armes hypersoniques opèrent dans un entre-deux, entre les domaines aérien et spatial, les armes hypersoniques peuvent avoir un impact significatif sur l'efficacité des systèmes de défense aérienne et antimissile.

## ***La place de la technologie hypersonique dans la compétition géopolitique***

Compte tenu des limitations technologiques persistantes, l'effet actuel des armes hypersoniques a été principalement psychologique du fait d'une signalisation stratégique, d'une projection de statut, d'une volonté d'intimidation des adversaires et d'une propagande. Par exemple, à la veille de la Journée de l'armée chinoise le 1er août, Pékin a présenté publiquement et pour la première fois une vidéo de lancement de son missile DF-17. Ce missile est connu pour sa capacité à transporter un planeur hypersonique. Bien que l'on sache peu de chose sur l'état opérationnel de cette arme, la vidéo de lancement est intervenue quelques jours avant la visite de Nancy Pelosi à Taïwan, et avant son test du système de missile DF-17 lors d'un exercice de tir réel dans le détroit de Taiwan.

Alors que la Russie est empêtrée dans une guerre d'attrition, le président Poutine a annoncé que les forces navales russes allaient être équipées de missiles de croisière hypersoniques Tsirkon. L'utilisation très médiatisée du missile Kinzhal en Ukraine en mars 2022 (prétendument la première arme hypersonique utilisée en temps de guerre) traduit une tentative russe d'utiliser un soi-disant missile hypersonique afin d'afficher un prétendu sentiment de confiance. Kinzhal est cependant essentiellement une arme de propagande, ou pour être plus exact un missile balistique air-sol présenté comme un système d'arme hypersonique sans qu'aucune capacité de manœuvre exceptionnelle n'ait été documentée. Plus précisément, il s'agit d'une version modifiée du missile balistique tactique Iskander-M sol-air, lancée à partir d'un avion intercepteur supersonique MiG-31, qui propulse le missile pour qu'il atteigne des vitesses plus élevées à une altitude inhabituelle pour un missile balistique et ainsi étende sa portée.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 26

En somme, les armes hypersoniques, et les technologies émergentes en général, sont devenues un outil politique des gouvernements qui les utilisent à des fins de propagande grâce à leur réputation d'arme invincible destinée à intimider et à contraindre l'adversaire. La Russie aurait en ce sens déployé son Kinzhal en 2017 et son premier planeur hypersonique Avangard en décembre 2019. En 2020, la Chine a déclaré que son planeur hypersonique DF-17 était opérationnel. Les États-Unis, de leur côté, ont affirmé qu'ils n'avaient, pour l'instant, testé que des prototypes d'armes et qu'ils mettraient en service leurs armes hypersoniques en 2023. Même si les États-Unis avaient déjà investi dans l'hypersonique dans le cadre du programme Conventional Prompt Global Strike (frappe planétaire rapide) dans les années 2000, l'augmentation du budget de la recherche hypersonique au cours des dernières années (de quelques centaines de millions à plus de quatre milliards de dollars US en 2023) s'est effectuée en réaction aux progrès technologiques russes et chinois dans la mise en service de systèmes d'armes hypersoniques. Cela reflète une perception de manque de progrès des États-Unis dans le développement de nouvelles armes hypersoniques offensives, plutôt qu'une volonté de combler une lacune réelle dans leurs capacités militaires.

À supposer que les armes hypersoniques soient techniquement possibles dans les deux prochaines décennies, la disponibilité technique et la faisabilité technologique ne produisent pas automatiquement des effets militaires réels si elles ne sont pas accompagnées d'une doctrine solide. Par conséquent, les armes hypersoniques restent en l'état des armes « de communiqués de presse ». Le bruit médiatique au sujet de ces armes apparaît alors plus dangereux que la technologie elle-même, principalement pour deux raisons. Il perpétue d'abord la croyance en des armes révolutionnaires invincibles alimente la rivalité entre grandes puissances. L'utilisation de la réputation des armes hypersoniques comme outil politique pour rappeler son statut de grande puissance, en particulier à une époque où les normes de contrôle des armements disparaissent, crée de l'instabilité et augmente les risques d'escalade. L'hypervitesse n'est ensuite qu'une des caractéristiques qui façonneront la guerre future dans les domaines aérien et spatial. L'attention médiatique met l'accent sur la vitesse, alors qu'elle devrait le mettre sur la manœuvrabilité. Cela masque donc le fait que le spectre des menaces liées aux missiles s'élargit et qu'il existe des missiles avec différents degrés de manœuvrabilité. Par exemple, au lieu de planeurs hypersoniques sensationnels, mais mal définis, il serait plus exact de parler d'une nouvelle génération de vecteurs de rentrée manœuvrable (MARV), qui améliorent la manœuvrabilité et étendent la portée d'un missile tout en restant dans l'atmosphère pendant la majeure partie de leur vol. En fin de compte, la politisation des armes hypersoniques a créé un fossé entre la compréhension des menaces hypersoniques et la capacité réelle des systèmes d'armes hypersoniques. Les grandes puissances ne se contentent pas de se copier technologiquement, mais exagèrent délibérément les capacités de systèmes d'armes qui sont encore en développement, et exploitent ces perceptions déformées à des fins de propagande.

## ***Quelles implications de ces systèmes d'arme hypersonique pour l'OTAN ?***

Pour contrer le déterminisme technologique, qui se manifeste dans l'attention médiatique qui s'accompagne d'une fausse promesse d'une arme hypersonique révolutionnaire, l'OTAN a besoin d'une stratégie solide. Pour traiter la menace hypersonique, les forces armées transatlantiques ont besoin d'une doctrine accompagnée de capacités hypersoniques afin de dissuader les potentielles menaces. L'OTAN devrait s'efforcer de développer une meilleure compréhension des armes hypersoniques au sein des communautés épistémiques, chez les dirigeants politiques, les militaires et les industriels.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 27

L'immense réservoir d'experts scientifiques des pays membres de l'OTAN peut contribuer à éclairer les efforts visant à mieux réglementer le développement et l'utilisation de la technologie hypersonique à des fins militaires. En coordonnant les positions de ses pays membres et en élaborant sa politique sur les technologies émergentes et les technologies de rupture, l'OTAN devrait réexaminer les exportations de missiles afin de fixer les mesures de transparence et de prévenir la prolifération des armes hypersoniques. Le régime de contrôle de la technologie des missiles (Missile Technology Control Regime – MTCR) pourrait être la principale instance permettant de clarifier et d'actualiser la réglementation au fur et à mesure de l'évolution de la technologie des missiles hypersoniques, au même titre que l'accord de Wassenaar sur les technologies à double usage et le code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. Les débats se poursuivent sur la manière dont ce régime de contrôle pourrait restreindre les planeurs hypersoniques, en s'appuyant sur une analogie des MARV. Le traité New START (Strategic Arms Reduction Treaty) couvre également les planeurs hypersoniques à portée stratégique. Leur prolifération n'est attendue que parmi les pays qui possèdent déjà des missiles balistiques, nécessaires à leur phase de propulsion. En revanche, le développement des missiles de croisière hypersoniques est plus lent, car la propulsion hypersonique est coûteuse en carburant et en ressources, et l'attention politique qu'elle requiert est moins urgente.

En définitive, une fois que la technologie hypersonique sera arrivée à maturité, permettant aux systèmes d'armes de devenir opérationnels et de produire une plus-value du point de vue militaire, la capacité hypersonique représentera un facteur majeur dans la détection et l'interception des menaces de missiles. Les futures défenses continentales devront mettre l'accent sur des systèmes de défense de zone qui soient multicouches et intégrés, composés de capteurs terrestres et spatiaux bien connectés avec des intercepteurs air-sol et air-air pour une détection rapide et un suivi constant. En effet, les nouvelles menaces de missiles se déplaceront dans les domaines aérien et spatial, en étant davantage manœuvrables et en atteignant des vitesses extrêmes et des altitudes inhabituelles. Il est essentiel que les gouvernements investissent également des ressources dans de nouveaux intercepteurs. En outre, les capacités d'interception hit-to-kill pourraient être complétées par des contre-mesures électromagnétiques (micro-ondes pour endommager l'électronique interne du missile) et cybernétiques (brouillage). Toutefois, en raison de la température de surface élevée des missiles hypersoniques, il est peu probable que les lasers puissent représenter un moyen efficace d'arrêter la menace. En outre, la prise en compte de cette menace dans la gouvernance technologique mondiale devrait s'accompagner d'une reconnaissance de la possibilité d'un double usage des technologies émergentes. Le contrôle de l'arsenalisation de la technologie hypersonique ne devrait pas empêcher les gouvernements d'investir dans la propulsion hypersonique afin de construire une infrastructure plus durable pour la poursuite de l'exploration spatiale.

lerubicon.org

## **Les futurs porte-drones de la Turquie**

*ven. 27 janv. à 10:16*

Le TB2 turc, la « Toyota Corolla des drones », est bon marché et fiable, mais ni rapide ni puissant. Malgré leur faible vitesse et leur visibilité pour les radars terrestres, les drones armés turcs ont acquis une certaine notoriété en renversant le cours de la guerre en Syrie, en Libye et dans le Caucase.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 28

Les désormais célèbres Bayraktar TB2 sont également crédités d'avoir aidé l'Ukraine à endiguer la marche russe sur Kiev, d'avoir participé à la reprise de l'île stratégique des Serpents, et d'avoir coulé le croiseur Moskva, navire amiral de la flotte russe de la mer Noire. Si le succès du TB2 est peut-être lié à sa caméra haute définition et aux opérateurs avisés qui savent comment rendre les vidéos virales, il ne fait aucun doute que la Turquie a utilisé les drones avec beaucoup d'efficacité dans les conflits régionaux, et qu'elle se taille une part de plus en plus importante du marché mondial des exportations de drones.

Forte de ce succès, Ankara poursuit désormais le développement de « porte-drones », une classe de porte-avions légers transportant plusieurs dizaines d'avions téléguidés Bayraktar TB3, toujours en cours de développement. La Turquie semble être le premier pays dont les navires à pont plat remplacent les avions pilotés par des systèmes sans pilote. Bien qu'elle soit loin d'être le seul pays à développer des capacités de drones embarqués, la Turquie est la première puissance à développer des « vaisseaux-mères de drones », équipés de drones armés à longue portée comme principal élément d'aviation du navire. Cette nouveauté s'ajoute à une liste croissante d'outils avec lesquels la Turquie peut poursuivre des politiques régionales de plus en plus ambitieuses. Cependant, comme les drones turcs restent vulnérables aux défenses aériennes modernes, nous soutenons que les porte-drones ont leur place dans les guerres de faible intensité comme les guerres par procuration en Libye et en Syrie. Les porte-drones aideront Ankara, par exemple, à projeter sa puissance sur de longues distances en dépendant moins des bases terrestres. Ils pourraient ainsi soutenir les intérêts d'Ankara dans sa lutte pour l'influence régionale au Moyen-Orient, en Afrique et au-delà. Les porte-drones comme ceux de la Turquie ont toutefois des capacités clairement limitées et ne devraient pas être considérés comme des concurrents dans des environnements aériens contestés de haute intensité.

Ce n'est toutefois pas ainsi qu'Ankara entend utiliser cette future capacité. Il faut s'attendre à ce que la Turquie déploie ses porte-avions à capacité d'atterrissage amphibie sur des champs de bataille côtiers comme la Libye ou la Somalie, à des fins de renseignement et de surveillance et pour des missions de contre-insurrection et de soutien aérien rapproché, créant ainsi une capacité de niche pour les opérations aériennes dans des zones faiblement défendues. Ce développement s'inscrit dans une tendance plus large des pays qui développent des porte-avions pour les systèmes sans pilote et des « vaisseaux mères » de drones afin de renforcer l'aviation des porte-avions habités, ou pour les pays à revenu moyen afin d'éviter le développement coûteux de porte-avions.

Le « transporteur de drones » de la Turquie par défaut Le développement des porte-drones est lié aux aspirations régionales d'Ankara, qui se manifestent par une modernisation militaire ambitieuse et l'omniprésence de ses produits de défense, comme le TB2 de Baykar. Fondée sur le mantra du président Recep Tayyip Erdoğan selon lequel la Turquie ne joue pas le jeu, mais le bouleverse et le réinitialise, la modernisation navale de la Turquie comprend de nouveaux sous-marins, des navires de surface, des patrouilleurs sans pilote et deux porte-drones légers. Le premier, le TCG Anadolu, un navire porte-hélicoptères de débarquement, a été lancé pour la première fois en mai 2019 et a continué à subir d'importants travaux de rénovation et d'essais aux chantiers navals turcs de Tuzla, près d'Istanbul. La livraison du navire est prévue pour la fin de l'année 2022. Les travaux sur un navire jumeau, le TCG Trakya, n'ont pas encore commencé. Les deux navires emporteront des véhicules aériens sans pilote.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 29

Le projet de la Turquie de transformer le TCG Anadolu en porte-drones doit donc être compris comme une étape supplémentaire dans la longue quête de porte-avions d'Ankara. Erdoğan, en tant que Premier ministre dès 2017, avait mentionné l'intérêt de la Turquie pour la construction de porte-avions légers. Depuis, il a répété à plusieurs reprises sa vision d'une marine turque dotée de plusieurs porte-avions.

L'Anadolu est basé sur le navire d'assaut amphibie Juan Carlos I construit par l'espagnol Navantia. Cette classe de navires déplace quelque 27 000 tonnes et a une capacité limitée à exploiter efficacement les avions à décollage et atterrissage courts F-35B (variante du F-35 Lightning II), avion de combat équipant justement les porte-avions légers dits « Lightning carriers » (en référence au F-35) des États-Unis et de leurs alliés. La conception du navire ne lui permet de transporter qu'une poignée d'avions, l'espace insuffisant sur le pont (231 x 32 m) et le positionnement de l'ascenseur à avions limitant l'efficacité des opérations aériennes. Deux utilisateurs actuels de ce type de navire (l'Espagne et l'Australie) ont d'ailleurs soit réfuté l'idée, soit retardé la décision finale de modifier leurs navires respectifs pour exploiter les avions F-35B en raison de ces contraintes.

Initialement, la Turquie a investi massivement dans le programme F-35, devenant très vite un partenaire de développement et passant commande d'au moins 100 exemplaires, ce qui aurait pu inclure une commande supplémentaire d'avions à décollage court et à atterrissage vertical F-35B pour équiper ses propres « Lightning carriers ». L'accord conclu en 2017 par la Turquie pour acquérir le système russe de missiles sol-air S-400 a conduit les États-Unis à retirer Ankara du programme F-35 en raison de préoccupations concernant la colocalisation d'un radar russe et de l'avion de cinquième génération dans le même espace aérien. En perdant l'accès au F-35, la Turquie s'est mise en quête de solutions alternatives pour satisfaire ses ambitions en matière de porte-aéronefs.

Ainsi, la transformation de l'Anadolu en porte-drones a reçu un fort soutien politique, faute de meilleures options. Mais plusieurs autres idées ont également été lancées, notamment la modification de l'avion d'entraînement à réaction Hürjet de l'industrie aérospatiale turque, doté d'une capacité d'attaque légère, pour le faire fonctionner à partir de l'Anadolu. Cette solution semble toutefois intenable, car les véhicules sans pilote prévus bénéficieront d'un rayon d'action et d'un temps de vol bien plus longs que le Hürjet, tout en présentant moins de risques. En outre, l'avion nécessiterait d'importantes modifications supplémentaires à l'Anadolu, y compris des câbles d'arrêt et probablement une méthode différente de décollage assisté, ce qui augmenterait considérablement le coût du programme. On peut également se demander si une plate-forme habitée de décollage et d'atterrissage conventionnels aiderait la Turquie à réaliser son aspiration à plus long terme d'exploiter les F-35B à partir de porte-avions.

Par conséquent, les missions envisagées pour le porte-avions semblent mieux convenir au TB3 et à l'avenir, au Kızılelma à réaction de Baykar, un véhicule aérien de combat supersonique, sans pilote, et à faible visibilité, capable de décoller et d'atterrir sur des navires, actuellement en développement. L'aviation porteuse à voilure fixe de la Turquie sera probablement construite autour de systèmes sans pilote avancés plutôt que d'avions pilotés. Néanmoins, un responsable de la défense turque a récemment déclaré que des études de conception sont en cours pour permettre au Kızılelma et au Hürjet d'atterrir et de décoller des futurs porte-avions turcs.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 30

Pour équiper les transporteurs, Baykar développe le Bayraktar TB3, qui a effectué son vol inaugural à la fin de 2022 et devrait commencer son intégration avec Anadolu. D'après les informations publiques disponibles, le TB3 aurait une plus grande envergure, des ailes repliées pour les opérations sur porte-avions et une capacité de charge utile presque deux fois supérieure à celle du \*TB2. Le TB3 devra intégrer une cellule et un train d'atterrissage renforcés pour faire face aux forces associées à l'atterrissage sur porte-avions, notamment dans des conditions météorologiques défavorables. Pour le lancement et la récupération, l'Anadolu et son navire jumeau, le Trakya, seront équipés d'un enrouleur monté sur la proue pour un décollage assisté et d'un filet de sécurité sur le pont pour une récupération d'urgence.

L'Anadolu sera équipé de terminaux satellites pour le contrôle au-delà de la ligne de visée, ce qui donnera au TB3 un rayon d'action nettement supérieur à celui de son frère terrestre, qui est d'environ 300 km. Les TB3 peuvent rester en l'air pendant plus de 24 heures avec une charge utile de 280 kilos, qui peut comprendre jusqu'à huit munitions semi-actives à guidage laser d'une portée de 18 kilomètres. Cependant, avant d'entrer en service, le TB3 devra passer par une foule de tests d'intégration technique et opérationnelle, dont une grande partie est constituée d'essais et d'erreurs, avant qu'il ne débute son service opérationnel à bord de l'Anadolu (y compris des tests opérationnels pour le commandement et le contrôle, ainsi que le décollage et l'atterrissage autonomes). Selon İsmail Demir, président de l'Agence de l'industrie de la défense, l'Anadolu serait capable d'accueillir jusqu'à 80 drones et de contrôler entre 10 et 15 drones armés simultanément.

Utilité du « transporteur de drones » pour la Turquie Grâce à sa longue portée et à sa durée d'autonomie, le TB3 pourrait opérer à des distances significatives à l'intérieur des terres avec un porteur opérant en dehors des eaux territoriales d'un pays adversaire. Comme leurs homologues terrestres, les drones embarqués devraient trouver leur utilité dans des environnements non contestés ou légèrement contestés en tant que moyens de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et de ciblage efficaces, avec une capacité d'attaque légère employant de petites munitions d'attaque directe guidées avec précision contre des cibles dans toutes les conditions météorologiques. Capable d'abattre des cibles fixes et mobiles, le TB3 devrait sans doute être une plate-forme utile pour les missions de contre-insurrection et d'appui aérien rapproché sur terre - comme son homologue plus célèbre, le TB2 - et peut (de toute évidence) détruire de petits navires de surface en mer. Il est important de noter que l'Anadolu et le Trakya conservent leur capacité intégrée de débarquement amphibie, une mission qui bénéficie grandement des capacités de surveillance et de frappe au-delà de l'horizon du TB3.

Pour ces raisons, le porte-drones turc devrait permettre à Ankara de projeter sa puissance indépendamment de l'accès aux bases terrestres. Cela pourrait augmenter les capacités de projection de puissance de la Turquie dans des endroits tels que certaines parties du littoral de l'Afrique - la Libye, la Somalie et le Sinaï égyptien, par exemple - caractérisées par des conflits de faible intensité, et où les forces de combat ne disposent pas de défenses adéquates, telles que des systèmes de lutte contre les drones. Il convient toutefois de prendre en compte la prolifération et l'accès à des systèmes de défense aérienne basés au sol de plus en plus performants par divers acteurs non étatiques. Néanmoins, le TB2 de la Turquie, malgré un battage médiatique peut-être injustifié, s'est avéré capable d'opérer dans une variété d'environnements, et l'évolution rapide des drones armés continue avec l'avènement de capacités peu détectables et de plus en plus complexes, comme le Kızılelma de la Turquie.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 31

Les systèmes téléguidés TB2 actuels ou TB3 prévus seraient toutefois peu performants face à un adversaire étatique sérieux possédant des défenses aériennes stratifiées et intégrées, ainsi qu'une force aérienne viable.

Ceci est dû aux contraintes opérationnelles, de commandement et de contrôle et a été clairement démontré en Ukraine où la concentration des défenses aériennes russes et la guerre électronique lourde ont privé les Bayraktars de la liberté opérationnelle dont ils bénéficiaient, par exemple, en Syrie, en Libye ou dans le Caucase. Cela s'explique par le fait que leur conception omet la plupart des dispositifs de détection et d'armement air-air, ainsi que les caractéristiques aérodynamiques requises pour que ce modèle puisse contester la supériorité aérienne.

Les porte-drones ne permettront pas à la Turquie de remplacer ses aspirations en matière de F-35 en termes de capacités. Les porte-drones turcs ne peuvent pas non plus espérer rivaliser avec les « Lightning carriers » équipés de F-35B, comme les classes Izumo du Japon ou Cavour de l'Italie, sans parler des « superporteurs » beaucoup plus grands de la marine américaine. En outre, associer toutes les tâches de défense aérienne de la flotte à un porte-drones et aux navires de soutien nécessiterait des défenses aériennes de flotte en strates. L'Anadolu lui-même n'est équipé que de systèmes d'armes rapprochés pour une défense de dernier recours contre les missiles et les avions. De même, l'absence d'avions de combat embarqués pour contester la supériorité aérienne fait peser la charge de la défense aérienne sur les navires protégeant le porte-avions. En tant que tels, sous leur forme observable actuelle ou future, les drones embarqués sur porte-avions restent une capacité offensive légère dans des environnements principalement non contestés où ils peuvent étendre la surveillance et la portée de ciblage pour une frappe de précision légère à des distances au-delà de l'horizon. On peut donc s'attendre à ce qu'Ankara déploie ses porte-drones pour des opérations expéditionnaires à l'avenir.

## **Conclusion**

L'intérêt de la Turquie à être à l'avant-garde du développement et du déploiement des drones au niveau mondial est de bon augure pour Ankara. Impressionnés par son prix, ses capacités, ses faibles restrictions à l'exportation et sa réputation acquise sur le champ de bataille, au moins 24 pays ont passé commande du TB2 turc. Il ne fait aucun doute que certains États seront également intéressés par le TB3 et le concept de porte-drones de la Turquie. Mais l'ambitieux programme de transporteurs de la Turquie ne se limite pas à ses drones. Si de nombreux États ont développé des drones armés et non armés, peu d'entre eux se sont montrés aussi performants dans autant d'environnements et en si peu de temps. Les ambitieux dirigeants de la Turquie - le même petit groupe dirigé par Erdoğan qui a soutenu le développement de drones indigènes il y a près de 20 ans - peuvent maintenant explorer ce qu'Ankara peut accomplir avec ses TB3 et ses vaisseaux mères de drones dans des conflits gelés, mais pouvant potentiellement rapidement se réchauffer. Les tensions avec la Grèce et Chypre sont allées crescendo ces derniers mois, et ces deux conflits territoriaux constituent précisément le type de champ de bataille littoral qui devrait convenir le mieux aux porte-drones turcs.

Au-delà de la Méditerranée, la mer Rouge et la Corne de l'Afrique illustrent la nouvelle politique étrangère entreprenante de la Turquie, avec Mogadiscio, en Somalie, qui abrite une importante base turque. Toutefois, les porte-drones de classe Anadolu pourraient avoir pour objectif ultime de projeter la puissance turque non seulement dans son arrière-cour « Mavi Vatan » (la « Patrie bleue »), mais aussi jusque dans les océans Atlantique et Indien. Cela permettrait de commencer à réaliser un rêve



cher aux Turcs qui souhaitent, une fois de plus, devenir la puissance dominante au point de rencontre de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Malgré leurs limites évidentes et le fait qu'Ankara ait dû mettre des véhicules aériens de combat sans pilote sur ses futurs porte-avions (transformés ainsi en porte-drones) sous la contrainte, les porte-drones devraient contribuer à étendre les intérêts et la puissance de la Turquie et des futurs États exploitant des porte-drones dans des espaces peu ou pas contestés.

*lerubicon.org*

## Guerre en Ukraine : pourquoi les nouveaux chars occidentaux sont stratégiques pour Kiev

Article rédigé par



Pierre-Louis Caron - Fabien Jannic-Cherbonnel - France Télévisions Publié le 24/01/2023 20:09 Mis à jour le 25/01/2023 08:29



**Un char de combat Leclerc de l'armée française, stationné au camp militaire de Cincu (Roumanie), le 8 décembre 2022.** (FREDERIC PETRY / HANS LUCAS VIA AFP)

La livraison de chars lourds pourrait marquer un tournant sur le champ de bataille, mais aussi dans la dimension de la crise entre la Russie et le camp occidental.

Abrams, Challenger, Leclerc, Leopard... Peu importe le modèle, l'Ukraine réclame désespérément des chars d'assaut à ses alliés occidentaux depuis plusieurs semaines. Avec un chiffre en tête : au moins 300 unités, comme l'a récemment expliqué le plus haut gradé de l'armée ukrainienne, le général Valeri Zaloujny, cité par le *New York Times*\*. "Des centaines de remerciements, ça ne correspond pas à des centaines de chars", a quant à lui amèrement

regretté le président Volodymyr Zelensky, lors de la réunion de Ramstein (Allemagne), le 20 janvier, qui n'a pas permis à Kiev d'obtenir l'équipement espéré.

Le sommet a tout de même débloqué quelques timides donations : la Pologne veut ainsi envoyer à l'Ukraine 14 chars Leopard 2, de fabrication allemande, à condition que Berlin accepte. Varsovie emboîte le pas au Royaume-Uni et ses 14 chars d'assaut Challenger 2 promis à Kiev. Alors que le président ukrainien a exhorté, mardi 24 janvier, ses "alliés" à accélérer la livraison de chars lourds, franceinfo passe en revue les avantages stratégiques que ce type de matériel militaire offrirait à l'Ukraine.



## ***Parce que Kiev a besoin de remplacer ses chars vétustes (ou détruits)***

Hormis quelques modèles plus récents, l'Ukraine ne peut compter pour l'instant que sur des chars d'assaut datant de l'époque soviétique. Dans son arsenal, on retrouve notamment le char T-72, lancé dans les années 1970 et réputé pour être le plus vendu à travers le monde. Si les alliés européens de Kiev ont multiplié l'envoi de matériel militaire aux standards soviétiques, c'est parce que l'armée ukrainienne est déjà formée au maniement de ces équipements. La Pologne et la République tchèque, pour ne citer qu'elles, ont ainsi vidé leurs stocks vieillissants et fourni quelque 200 chars T-72S (légèrement plus récents) à leur voisin en guerre.

Mais depuis le début de l'offensive russe, l'Ukraine a perdu plusieurs centaines d'engins. Selon des analystes cités par le magazine américain *Forbes*\*, plus de 330 chars ukrainiens avaient déjà été détruits fin octobre – un bilan très difficile à vérifier de façon indépendante. Si l'Ukraine possède plusieurs milliers de chars (notamment des tanks récupérés après les combats), leur grand âge et leurs performances jugées médiocres font grincer des dents les soldats. Ces derniers réclament des chars plus récents, à la précision de tir plus élevée et bien plus économes en carburant, un atout de taille.

*"Les tanks américains Abraham ou les chars Leopard allemands ont un équipement de pointe et ils protègent surtout mieux avec un blindage efficace, fait valoir un soldat ukrainien interrogé par France 2. C'est important pour que je reste en vie."* Cependant, contrairement aux T-72 soviétiques, les chars occidentaux supposent *"une formation de quatre à six mois"* pour les effectifs concernés, expliquait à franceinfo Stéphane Audrand, consultant spécialisé dans l'armement. Chars britanniques, français, allemands : ce mélange des genres nécessite aussi d'importants moyens et une chaîne logistique solide afin d'entretenir ces véhicules qui ont chacun des caractéristiques propres.

## ***Parce que les Ukrainiens veulent changer de méthode face aux craintes d'une nouvelle offensive russe***

La demande de Kiev de nouveaux chars coïncide avec une nouvelle phase du conflit attendue à l'approche du printemps. Il s'agit même *"d'une phase décisive de la guerre"*, a ainsi relevé Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN. *"Aucun des deux belligérants n'arrive à prendre le dessus. Il va falloir reprendre l'initiative"*, confiait Ulrich Bounat, analyste en relations internationales, à franceinfo. *Les Russes se préparent à le faire, et pour permettre à Kiev d'encaisser une offensive russe et de contre-attaquer, il faut bien fournir des armes à l'Ukraine."*

Kiev doit agir rapidement, car d'ici au printemps, *"les 150 000 Russes conscrits l'automne dernier auront été entraînés et probablement intégrés dans des unités prêtes pour le combat"*, note ainsi CNN\*. L'objectif de l'armée ukrainienne ne se borne pas à répondre à la Russie. L'envoi de chars occidentaux lui permettrait aussi de lancer une stratégie plus offensive. Les troupes russes *"essaient de fortifier cette ligne de front"*, a expliqué le numéro trois du Pentagone, Colin Kahl, le 19 janvier. L'objectif américain est clair : permettre à Kiev *"de changer cette dynamique de défenses statiques en lui donnant la capacité de faire feu et de manœuvrer grâce à l'utilisation de forces plus mécanisées"*.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 34

## **Parce que cela signifierait un soutien renforcé de la part des pays occidentaux**

L'envoi de chars d'assaut en Ukraine est aussi une affaire de symbole, montrant que les pays occidentaux sont unis pour aider Kiev. Pour l'instant, les Européens se déchirent sur la question, malgré l'envoi de tanks légers et de nombreuses munitions en Ukraine. Les pays Baltes et la Pologne font ainsi pression sur l'Allemagne pour qu'elle autorise l'envoi de chars Leopard 2 en Ukraine. Berlin n'a pour l'instant pas tranché, mais le chancelier allemand Olaf Scholz avait conditionné un feu vert allemand à l'envoi de tanks Abraham par les Etats-Unis, rapporte *Politico*\*. Une position qui irrite les pays d'Europe de l'Est.

- Il faut dire que l'envoi de chars d'assaut, surtout s'il s'agit de matériel aux standards de l'Otan, apparaissait comme une ligne rouge pour certains pays occidentaux au début du conflit. Cette ligne est en train de bouger, selon Ulrich Bounat : *"Les Occidentaux prennent en quelque sorte 'confiance' dans leur capacité à fournir des armements à l'Ukraine. Même si le Kremlin choisit l'escalade, les Occidentaux seront là pour soutenir Kiev."* Surtout, l'envoi de chars d'assauts à Kiev montrera que l'Ouest *"réalise que l'année 2023 doit être décisive pour l'Ukraine"*, estimait auprès de franceinfo Liana Fix, chercheuse au sein du groupe de réflexion Council on Foreign Relations (CFR). *Plus le conflit dure, plus il y a un risque que l'opinion publique n'ait plus envie de soutenir l'Ukraine."*

## **Une urgence : reconstruire la défense opérationnelle du territoire**

Dans un précédent dossier le GDI (2S) Vincent Desportes nous avait déjà alerté sur la nécessité d'adapter notre outil de défense à la réalité des menaces. L'actualité lui donne raison aujourd'hui. Il faut réfléchir notre modèle d'armée à la lumière de ce que nous enseigne le conflit en Ukraine notamment en consolidant la défense de notre territoire.

Le conflit intra-européen qui se déroule à 2 000 km de Paris regorge d'enseignements, du stratégique au tactique. Mais s'il en est un que nous devons intégrer sans délai, c'est celui de l'importance de la résilience. Sans elle, sans la force morale de la population, sans les efforts de préparation à la guerre longue consentis par l'Ukraine depuis la crise du Donbass en 2014, les forces russes seraient vite parvenues à leurs objectifs. La résilience ukrainienne a changé le cours de la guerre.

En ce qui concerne nos belles armées, elles ont certes d'immenses qualités, dont celle de l'excellence. Cependant, rationalisées « jusqu'à l'os », elles ont de nombreuses carences, la moindre n'étant pas leur manque d'épaisseur, donc justement leur manque de résilience et de capacité à durer dès lors que les opérations changeraient de nature, de volume et de rythme.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 35

Mais elles en ont une autre, beaucoup plus grave. Le système de forces est organisé sur un modèle dépassé, dont l'économie générale — sculptée par un imperium administratif obsédé d'efficacité gestionnaire plus que de finalité opérationnelle — n'a pas varié depuis un quart de siècle, contrairement à l'environnement. Les risques ont muté au point de devenir menace directe mais le modèle de forces est resté identique, ne subissant que de marginales évolutions, techniques et non stratégiques.

En particulier, il est vital que nos forces armées prennent sérieusement en compte la menace directe sur le territoire national, avérée aujourd'hui et qu'amplifierait dramatiquement un conflit de haute intensité. La décision finale reste au sol, c'est donc aussi là que se forge la défaite. Une armée ne valant que ce que vaut son maillon faible, on ne gagnera pas la guerre avant la guerre s'il n'est remédié très vite à l'extrême faiblesse de notre défense territoriale qui est à reconstruire : prenant l'Histoire à contrepied, elle est devenue une de nos vulnérabilités critiques, un concept creux, sans substance, puisque dépourvu de moyens d'action sérieux.

Le caractère dissuasif de notre défense suppose une base arrière solide, dotée de forces d'active dédiées à sa protection : elles n'existent pas.

## ***Des modèles dépassés***

Un problème majeur des armées françaises est que leur modèle, inchangé depuis la professionnalisation des armées il y a vingt-cinq ans, demeure fondé sur un monde qui a disparu.

Le modèle de la Guerre froide, ce furent (1) quelques moyens destinés aux opérations extérieures liées soit à nos responsabilités africaines ou moyen-orientales soit aux manœuvres de contournement périphériques soviétiques, (2) l'outil central de la dissuasion nucléaire dans ses différentes composantes avec leurs vastes soutiens et (3) un corps de bataille soit capable (très hypothétiquement) d'arrêter un flux blindé soviétique qui, du côté de Fulda ou de Munich, aurait percé les forces alliées de la « bataille de l'avant », soit destiné à être détruit de manière à justifier aux yeux du monde et des générations futures le déclenchement de l'Apocalypse. On conserva quelque temps des forces dites de Défense opérationnelle du territoire qui avaient toute leur nécessité mais qui, pour préserver financièrement le supposé essentiel et moderniser les parcs et flottes, furent bientôt offertes en sacrifice aux comptables de Bercy.

Situation nouvelle à la chute du mur de Berlin. D'une part l'ennemi n'est plus à « une étape du tour de France », selon l'expression du général De Gaulle, et, d'autre part, le constat est fait que les armées françaises se battront désormais à l'extérieur du territoire national pour des enjeux qu'il sera difficile de présenter comme vitaux aux citoyens-électeurs. Les présidents François Mitterrand (à l'occasion de la guerre du Golfe) et Jacques Chirac prennent acte du fait que le modèle de la conscription est momentanément condamné, d'autant qu'aucune menace ne vise plus directement le territoire national et sa population. En 1996, décision est prise, à juste titre dans les circonstances du moment, de professionnaliser l'armée. Et d'en réduire drastiquement le format. D'abord, parce que les temps sont aux illusives « dividendes de la paix » et à la dictature de l'État-providence. Ensuite, parce qu'une armée professionnelle coûte beaucoup plus cher qu'une armée de conscription ; et enfin, pour préserver budgétairement les moyens de tenir notre rang, en particulier vis-à-vis de notre grand protecteur, dans la course ruineuse à l'hyper-technologie.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 36

Année après année nos forces perdent de l'épaisseur, avec deux décrochages terribles sous les présidences Nicolas Sarkozy et François Hollande. Qui pourrait s'y opposer ? Il est impossible de prouver que leur volume est insuffisant pour les opérations somme toute modestes dans lesquelles elles sont engagées. Le modèle est donc celui (1) d'une dissuasion nucléaire réduite mais maintenue, ce qui est parfaitement raisonnable, et (2) d'un corps expéditionnaire à trois composantes — Terre, Mer, Air — apte à mener à bien des engagements interarmées mineurs, mais incapable de conduire des opérations d'ampleur et même de protéger l'intégralité de l'espace national, qu'il soit terrestre ou maritime.

## ***Un modèle de force qui doit être adapté aux nouvelles circonstances de la guerre à venir***

Le modèle qui vient d'être décrit n'a pas changé. Les circonstances, en revanche, ont évolué jusqu'à prouver par la guerre réelle l'absolue nécessité tant d'accélérer la reconstruction de nos forces que d'en adapter le modèle.

Le premier sujet est celui du format. Nous l'avons dit, celui de nos forces conventionnelles est inadapté à la guerre qui vient. Les volumes qui peuvent être engagés à l'instant « T » sont certes à peu près appropriés à nos opérations courantes, mais ils ne le sont pas à celles que nous pourrions avoir à conduire dans un avenir qui se rapproche. Sans stocks, avec des dotations initiales limitées, incapables de s'auto-transporter, elles manquent de substance pour durer, mais aussi pour encaisser le premier choc puis rebondir afin d'assurer leur mission de protection de la France et des Français.

Elles ne sont plus « résilientes » parce que la résilience suppose de la profondeur et qu'elles n'en ont pas ; or, la résilience est la vertu capitale des armées qui doivent opérer dans les pires conditions, même lorsqu'autour d'elles plus rien ne fonctionne. Les armées doivent être dissuasives — cela dépasse de très loin la force nucléaire qui n'est qu'une composante du système global de dissuasion — pour prévenir le danger mais être également capables de s'engager en force dans un conflit de haute intensité. Nous en sommes tellement loin que de simples adaptations incrémentales seraient inopérantes : il faut changer d'échelle.

On peut jurer comme le ministre de la guerre de Napoléon III, Edmond Le Bœuf, à la veille de l'infamante défaite de 1870 : « Nous sommes prêts et archi-prêts. La guerre dût-elle durer deux ans, il ne manquerait pas un bouton de guêtre à nos soldats ». Ou encore affirmer haut et fort à l'instar du Président du Conseil Paul Reynaud en septembre 1939 (au moment où la France, malgré l'inadaptation de son armée à la confrontation imminente, vient de déclarer la guerre à l'Allemagne) : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

Ces déclarations tonitruantes ne remplacent ni la clairvoyance ni les efforts ; la France, inclinant aisément à la posture de l'autruche en ce qui concerne ses politiques militaires, doit s'en rappeler. Maintenant !

Il y a ensuite ce problème du modèle. Les armées actuelles ont été construites à partir de 1996 sur le postulat qu'il n'y avait — et qu'il n'y aurait pas — de menaces internes, et qu'elles n'auraient donc pas à s'engager sur le territoire national. Sauf à la marge. Dans ce cas, la ponction minimale ponctuellement pratiquée sur les forces expéditionnaires n'en affecterait ni les capacités opérationnelles, ni l'entraînement. Cette hypothèse initiale ne tient plus.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 37

D'abord parce que la menace terroriste, loin de s'estomper, s'est renforcée et déployée sur l'intégralité du territoire national. Cette situation conduit aujourd'hui les armées à immobiliser soit directement sur le terrain, soit en réserve immédiate ou stratégique, 10 000 hommes environ. Ce prélèvement, bien qu'utile et légitime, diminue d'autant la capacité d'intervention externe mais surtout, en ce temps d'opérations extérieures permanentes, altère profondément la capacité à maintenir l'entraînement au niveau qu'exigent les opérations du moment sans parler de celles, beaucoup plus violentes et massives, qui sont à venir.

Ensuite, on ne peut imaginer un conflit de haute intensité qui se contenterait d'être un affrontement de laboratoire, hors sol, entre deux forces de haute technologie, un moderne « combat des Trente ». Immédiatement, l'ensemble du territoire national serait affecté comme le prouve tous les jours la guerre en cours. Il deviendrait la proie d'attaques ponctuelles dans la profondeur et le terrain de crises humanitaires volontairement déclenchées, voire la cible d'éventuelles agressions d'une « 5e colonne » dont on aurait tort d'affirmer l'impossible émergence. Le gouvernement devrait assurer la défense aérienne et la défense maritime, mais également déployer sur de vastes zones des volumes de forces importants pour assurer l'ordre sur le territoire et la survie des populations, la sauvegarde des organes essentiels à la défense de la nation, le maintien de sa liberté et la continuité de son action.

Où les trouverait-il ? Elles n'existent pas ! Deux solutions s'offriraient alors à lui : soit effectuer des prélèvements importants sur le corps expéditionnaire (d'ailleurs non entraîné à la défense du territoire qui est un métier en lui-même) et, de ce fait, le rendre inapte à sa mission première, la bataille de haute intensité. Ou bien « laisser tomber l'arrière », ce qui se traduirait à court terme par l'effondrement de l'avant. Sortir de ce dilemme, c'est adapter le modèle.

Dans une logique purement comptable, nous avons, pendant la Guerre froide, préféré faire l'impasse sur les forces du territoire en niant une menace avérée, celle des Spetsnaz (Спецназ), ces forces spéciales russes entraînées en nombre que la doctrine soviétique prévoyait de déployer chez l'ennemi dès le début d'un conflit pour y assassiner les responsables – politiques en particulier – et y semer le chaos et la panique[1].

Peut-on reconduire aujourd'hui la même tromperie ? Porter nos maigres forces au niveau qui leur permettrait de conduire efficacement leurs combats de haute intensité, sans se préoccuper du problème de l'arrière ? Autant imaginer qu'un boxeur peut se passer de ses jambes !

Nos forces doivent donc être restructurées autour de trois composantes : (1) nucléaire, (2) expéditionnaire « de haute intensité » avec leurs trois dimensions terre, mer, air (3) défense opérationnelle du territoire. Seul ce système ternaire — coordonné avec les remarquables capacités complémentaires de la gendarmerie dans le domaine de la défense intérieure — est adapté à la réalité des menaces, donc à la dissuasion globale, à la résilience et à l'action.

C'est possible, pour un coût minimal. Voici comment.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 38

## **Mettre sur pied rapidement nos forces de défense dans la profondeur**

Quelles forces, quel volume, quel équipement ?

L'effet à obtenir est de pouvoir déployer sur très court préavis des troupes suffisantes, organisées, sur un terrain reconnu afin de quadriller, circonscrire, contrôler, éventuellement réduire ou bien tenir jusqu'à l'arrivée de forces plus puissantes. Il faut donc des forces territoriales, connaissant parfaitement leur terrain (campagne et agglomérations), rustiques et robustes, autonomes, équipées d'un matériel performant mais sans sophistication inutile[2].

Le couple cavalerie légère/infanterie motorisée, accompagné de ses appuis organiques (artillerie, génie, transmission) est adapté à ces missions. Ces forces pourraient être regroupées soit en régiments interarmes, soit en régiments d'armes embrigadés, dotés de matériels performants mais rustiques, véhicules 4X4, mortiers, camionnettes et automitrailleuses en particulier. Il serait dans un premier temps raisonnable de disposer dès que possible du volume d'une demi-brigade à deux régiments et leurs appuis pour chacune des sept zones de défense et de sécurité. Elles seraient placées sous le commandement des Officiers généraux de zone de défense et de sécurité (OGZDS) pour la conduite de la défense d'ensemble, les cinq zones ultramarines faisant l'objet d'adaptations locales : on voit en Ukraine l'efficacité du commandement territorial décentralisé comparé à l'extrême centralisation du commandement russe. La force ainsi constituée pourrait compter, dans un premier temps, une trentaine de milliers d'hommes entraînés professionnellement dans leur métier propre.

## ***D'où proviendraient ces forces ?***

La solution la moins onéreuse serait, selon l'habitude française, de faire appel à des réservistes locaux convoqués régulièrement pour entraînement. Mortifère illusion ! Tous ceux qui ont vécu la chimère des régiments dérivés connaissent ce qu'ils coutaient en temps et en substance aux régiments dérivants ; ils savent que leur valeur opérationnelle était faible voire nulle, qu'ils étaient équipés de matériels souvent vétustes et que leurs tableaux d'effectifs étaient aussi indigents que leur entraînement. Par ailleurs, si haute intensité il y a, elle sera par nature brutale, foudroyante, ce qui est incompatible avec les délais de montée en puissance des régiments de réserve que le faible taux d'encadrement des forces d'active rend par ailleurs difficile. Là encore, l'exemple ukrainien enlève toute illusion sur les délais accordés par l'ennemi lors de crises à cinématique rapide.

Méfions-nous, donc : la France a déjà trop souffert de sa croyance dans les réserves. La débâcle de 1940, c'est justement : nous tiendrons ; en cas de percée allemande, il y aura une deuxième Marne ; nous nous rétablirons ; à l'abri de nos casemates, nous monterons en puissance avec nos réserves pendant un à deux ans avant de refaire du Foch jusqu'à la victoire. Terrible illusion : le 24 mai 1940 à l'aube les chars allemands sont devant Dunkerque, le 14 juin le gouvernement français est à Bordeaux, le 16 juin Philippe Pétain devient président du Conseil. On connaît la suite. Évacuons l'hypothèse. Ces forces de défense opérationnelles du territoire doivent être opérationnelles d'emblée, ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent être professionnelles. La France compte en général sur sa chance mais c'est un pari risqué. « Ce n'est pas moi qui ai gagné la bataille de la Marne, c'est von Kluck qui l'a perdue » avouait le Maréchal Foch : il serait criminel de jouer à chaque fois le destin de la France sur la désobéissance d'un général ennemi... La Wehrmacht ne nous a rien offert de semblable en 1940 !



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 39

Il est probable aujourd'hui que le rétablissement d'un service militaire volontaire, limité à une vingtaine de milliers de recrues sélectionnées par an, trouverait un écho favorable dans le corps électoral et chez la jeunesse qui viendrait vraisemblablement en nombre sous les drapeaux. L'exemple de la Suède est parlant. Prenant acte de la montée des menaces, la monarchie a non seulement décidé de gonfler ses dépenses de défense de 85 % en 10 ans (2014-2025) mais elle a rétabli le service militaire en 2017. Celui-ci n'a rien d'obligatoire mais fournit sans difficulté le complément de forces dont la Suède a besoin. Le coût est faible : chaque recrue reçoit 500 euros par mois plus une prime de 5 000 euros à la fin du contrat [3].

Sur les volumes évalués supra, cela ferait moins de 300 millions d'euros par an, auquel il convient d'ajouter le coût de l'encadrement d'active, celui de la vie courante, de l'entraînement et de l'équipement (dont une bonne part peut initialement venir des parcs stockés). Coût global : après un faible investissement initial, probablement autour d'un milliard d'euros par an, investissement modéré comparé au risque mortel de l'impasse sur cette assurance « défense dans la profondeur ». Les préposés aux finances ne rencontreront aucune difficulté à préciser les chiffres évoqués.

\* \* \*

Le modèle proposé n'est pas glamour, il est juste nécessaire. Il ne permet pas de concevoir et construire de superbes programmes d'armement de haute technologie. Il permet en revanche que ceux que nous possédons soient utiles, que nos superbes forces expéditionnaires puissent conduire leur mission sans qu'à la moindre alerte on prélève sur leur chair les besoins nécessaires sur le territoire, qu'elles puissent gagner la « bataille de l'avant » sans que celle de l'arrière soit perdue.

Il ne s'agit pas non plus d'une armée « à deux vitesses ». Bien sûr, le slogan serait vite brandi, de même que l'argument du coût qui détournerait dangereusement, au profit d'un combat sale et rustique, des budgets indispensables pour rester dans la course, de plus en plus onéreuse, aux technologies dernier cri imposées par un grand allié qui ne se déplacera sûrement pas pour nous défendre, si l'on en croit l'exemple ukrainien.

Ce qui compte, ce ne sont pas les éléments, c'est le système. À quoi serviraient une marine remarquable, mais condamnée à trouver sa fin à Toulon et Mers el-Kébir, une force aérienne de tout premier plan, mais obligée de se réfugier sur des plateformes ultramarines, une armée de terre fantastique, mais sans arrière pour s'y régénérer ?

Notre superbe armée, capable chaque jour du meilleur, doit changer d'échelle : c'est le premier pas, avec un budget de défense de l'ordre de celui de la guerre froide, soit 3 % du PIB. Le second est d'anticiper pour gagner du temps dans la crise, de « reverdir » le désert militaire français, donc d'adopter un nouveau modèle adapté à la réalité de la menace et d'assurer, par des forces d'active conséquentes et robustes la défense dans la profondeur : sortons la tête du sable avant que la vague ne déferle !



## NOTES :

S'agissant de la Russie, notons au passage que ces forces d'élite existent toujours et qu'elles ont récemment fait merveille tant en Géorgie, en Crimée, en Ukraine qu'au Moyen-Orient.

Rechercher pour ces forces la même sophistication technologique que celle des forces expéditionnaires équivaldrait à tuer le projet dans l'œuf.

Données Le Monde, 16 décembre 2020.

*theatrum-belli.com*

## **2023 : l'année de tous les dangers**

*lun. 2 janv. à 13:19*

Il y a un an, nos principales préoccupations étaient tournées vers la sortie de la crise sanitaire de Covid-19, qui avait profondément et durablement déstabilisé notre système sociétal et remis en cause bon nombre de certitudes, notamment celle d'une mondialisation « heureuse » où le « doux commerce », si cher à Montesquieu, aurait permis un progrès généralisé... et une progression du modèle démocratique occidental.

Hélas, il n'en fut rien. Après l'anesthésie hivernale des Jeux olympiques d'hiver en Chine, où la neige était principalement artificielle et sans que cela n'ait entraîné un appel au boycott de la part de bons esprits préoccupés de l'état de la planète, le 24 février 2022 a marqué une bascule définitive, mettant fin à l'ère post-guerre froide et replongeant l'Europe dans une vraie guerre froide 2.0, voire 3.0, avec la menace agitée par Moscou de l'emploi de l'arme nucléaire.

Et contre toute attente, l'Ukraine de 40 millions d'habitants a fait plus que résister face à l'ours russe de 140 millions, tellement avide de reconstituer son espace du temps de la glorieuse URSS, fondée il y a tout juste un siècle, le 30 décembre 1922.

Après presque un an de guerre alliant la haute technologie du XXI<sup>e</sup> siècle aux modes opératoires du XX<sup>e</sup> et pour des objectifs rappelant le XIX<sup>e</sup>, Vladimir Poutine a lamentablement échoué, même s'il est trop tôt pour dire qu'il a perdu sa guerre, ou du moins son « opération spéciale militaire ». Certes, en ce début 2023, ce sont les armes qui parlent, entre une ligne de front plus ou moins figée où les tranchées imposent un combat d'infanterie appuyé par des frappes massives d'artillerie, et des salves de missiles de croisière et de drones de fabrication iranienne, touchant la quasi-totalité du territoire ukrainien. Les conditions voulues par Moscou : reconnaissance de l'annexion des quatre oblast du sud, démilitarisation et « dénazification », sont totalement incompatibles avec un début de négociation. Le temps reste à la confrontation militaire, même si l'épuisement est réel pour les deux camps. La différence portera sur la capacité à régénérer les forces. Pour l'Ukraine, la population fait preuve d'une résilience exemplaire, tandis que le pays parvient à maintenir un certain degré de fonctionnement de ses services publics dont les chemins de fer et l'approvisionnement du quotidien.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 41

L'enjeu porte désormais sur le maintien en condition opérationnelle (MCO) des nombreux équipements fournis par les pays occidentaux, que ce soit dans le cadre de l'Otan, de l'Union européenne (UE), ou en bilatéral, avec une multitude de soucis logistiques. Il faut aussi renforcer les capacités du corps blindé mécanisé en vue de reprendre l'offensive au printemps.

Du côté russe, le fiasco militaire tourne à la Bérézina, le commandement ayant démontré son incompetence et son incapacité à reprendre l'initiative. Poutine escompte sur le temps et sur la profondeur stratégique de la Russie en espérant que la mobilisation et la remise en route des chaînes d'approvisionnement militaire permettent de retrouver un rapport de force plus favorable à la sortie de l'hiver. Même si Téhéran s'apprête à fournir de nombreux drones et missiles, il faudra trouver d'autres ressources face à la motivation des Ukrainiens à défendre leur territoire.

## ***Regards sur l'Iran***

L'axe par défaut Moscou-Téhéran doit également inquiéter pour 2023 avec les échanges déjà importants autour du nucléaire. Concernant l'usage civil de l'atome, c'est bien la Russie qui aide l'Iran depuis 1995 avec la centrale de Bouchehr, d'une puissance de 1 000 MW et en service depuis 2012. Du côté militaire, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPoA – accords de Vienne sur le nucléaire iranien) est actuellement suspendu, tandis que Téhéran annonce avoir commencé à enrichir à 60 % de l'uranium à Natanz, visant les 90 % d'enrichissement, permettant dès lors la fabrication d'une bombe. Nul doute que le régime des Mollahs va poursuivre sa politique, d'autant plus qu'il doit faire face depuis la mi-septembre, à la suite de la mort d'une jeune Iranienne, MahsaAmini, arrêtée par la police des mœurs car elle ne portait pas correctement le voile au regard des règles, à une vague de manifestations et de contestations de sa jeunesse réclamant plus de liberté. Là encore, le durcissement de Téhéran risque de se traduire par une fuite en avant, alors que les États du Golfe ont désormais établi des relations plus ou moins stratégiques avec Israël. Le risque d'un dérapage n'est donc pas à exclure, surtout si le régime poursuit sa répression contre sa propre population.

Il en est de même pour l'Afghanistan avec un régime chaque jour davantage au ban des nations à cause des mesures répressives prises contre la moitié de sa population, à savoir les femmes privées d'éducation, d'emplois, y compris dans la médecine, et de la moindre liberté. L'interdiction pour les femmes afghanes de s'engager dans des ONG, même internationales, présente un risque humanitaire quant aux soins à apporter aux femmes. Il est clair que l'isolement de Kaboul va s'accroître, peu d'États étant enclins à soutenir les Taliban, y compris même au sein des monarchies du Golfe.

## ***Multipolarité conflictuelle***

Crise majeure en Europe de l'Est avec un nouveau rideau de fer – voire un nouveau mur –, dégradation au Moyen-Orient, crispations en Orient où Pékin – bien qu'observant avec prudence la guerre en Ukraine – regarde Taïwan en espérant une reconquête possible, en l'absence d'une réponse militaire forte des États-Unis, souhaitant plutôt actionner des leviers dissuasifs qu'une entrée en guerre. Autant de sujets d'inquiétudes pour 2023, démontrant une multipolarité conflictuelle désorganisant les équilibres traditionnels des relations internationales et remettant en cause les normes actuelles considérées par des États du Sud comme inégales et en leur défaveur.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2023

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 42

Cela signifie que l'Europe – et la France en particulier – doit reconsidérer son rôle et affirmer une vision moins naïve, s'appuyant sur une puissance retrouvée, y compris dans le champ de la défense. La « mondialisation heureuse » a démontré ses limites, mais il serait illusoire de considérer l'autarcie comme réponse à ces dernières. Il s'agit d'abord de retrouver une autonomie stratégique, tout en renforçant ses alliances, dont l'Otan, mais en prenant davantage de responsabilités et en évitant de se positionner en situation de subordination. Cela exige d'y consacrer davantage de moyens, dont les budgets de défense, en expliquant aux citoyens que l'effort demandé est indispensable pour garantir ces libertés si chèrement acquises au XXe siècle et qui sont remises en cause à Moscou, Pékin, Téhéran et encore ailleurs.

\* \* \*

Le 24 février 2022 a marqué un tournant majeur, clôturant la longue séquence engagée le 11 septembre 2001 et achevée avec le retrait piteux de Kaboul en août 2021. Désormais, un nouveau chapitre des relations internationales s'est ouvert avec des incertitudes stratégiques majeures. Face à l'intransigeance de Moscou, il conviendra de rester solidaire, mais également lucide, quant aux provocations des mages malfaisants du Kremlin.

*defnat.com*